CONSEIL COMMUNAL

Procès verbal de la séance du 29 janvier 2026 (20:00)

Composition de l'assemblée :

Présents :

M. Pierre VELDEN, Conseiller - Président;
M. Damien WATHELET, Bourgmestre;
M. Philippe DUBOIS, M. Alain HUPPE, Mme Frédérique REMACLE, Échevins;
Mme Annie LUYMOEYEN, Mme Agnès PARIS, M. Christian GIET, Mme Magali BEUGNIER, M. Nicolas BRISBOIS, M. Benjamin OLIVIER, Mme Odile ORBAN, Mme Louise TASIAUX, Conseillers;
Mme Ludivine VAN HOLSAET, Conseillère - Présidente du CPAS;
Mme Anne-Catherine LIEGEOIS, Directrice Générale;

Excusée :

Mme Emmanuelle LECOMTE, Conseillère;

Questions du public au Collège :

Monsieur Frédéric De Thier, CRCC :
Il est important de rappeler que les citoyens n'auront pas la possibilité d'acheter leurs poulets Rue du Hâlon, ce sera pour Ardennes volailles à Bertrix pour redonner le contexte.

- *Où en est le projet « Poulailler - Rue du Hâlon » ?*
  - *M. Damien WATHELET : Le Collège a remis un avis le 26 novembre 2025 et conformément à la procédure, le service d'aménagement du territoire de la région avait jusque fin décembre pour remettre son avis et la possibilité de proroger. Nous avons reçu le courrier de la région ce lundi 26 janvier 2026, il fait 52 pages, et est en cours d'analyse par notre Service urbanisme. Le Collège analysera et délibèrera au Collège de mercredi prochain, le 04/02/2026.*
- *D'où vient l'électricité ?*
  - *M. Damien WATHELET : Il faut un raccordement ORES, les avis des impétrants font partie intégrante du permis.*
- *Comment les eaux usées seront elles récoltées ?*
- *Quid de la responsabilité en cas de grippe aviaire ? Tout ça est écrit dans la législation, comme dernièrement en Flandres, l'AFSCA et tous les organismes wallons et fédéraux seront sur la balle. Il y a en effet un rayon où il faut abattre les volailles.*
- *Le projet dit qu'il n'y a aucun impact paysager. Comment ont-ils fait pour arriver à cette conclusion dès lors que j'entends parler de plantations supplémentaires ? Est-ce prévu ?*
- *Quid du forage du puits et de son impact majeur en quantité d'eau utilisée ?*
  - *M. Damien WATHELET : Je vous lis ce qui a été décidé au Collège du 26 novembre 2025 :*

Le Collège décide à l'unanimité :
D'informer les fonctionnaires technique et délégué que le Collège ne peut, dans l'état actuel du dossier, se prononcer sur le projet pour les raisons suivantes :
Des plans modifiés devront être fournis reprenant les informations suivantes :
- Traitement végétal renforcé
- Aire de manœuvre suffisante à l'avant de la propriété
- Localisation des citernes d'eau de pluie avec indication de leur capacité
- Localisation des sanitaires avec les informations concernant le traitement des eaux usées
- La manière dont le chemin d'accès à la parcelle permet de conserver un bon écoulement des eaux pluviales.
Des informations complémentaires devront également être fournies concernant la notice d'incidences, principalement en ce qui concerne :
- Les rejets atmosphériques
- Le charroi (notamment les horaires à respecter et les itinéraires)
- Le rejet des eaux usées
- Les effets cumulatifs notamment avec l'unité de bio-méthanisation

Le Collège souhaite également :
- Des cartes actualisées
- Des photomontages montrant le projet dans l'environnement depuis divers points de vue éloignés.
Concernant les plantions, les remarques suivantes sont à prendre en compte :
- pour les bouquets d'arbres, les essences feuillues locales de hauteurs variables (hêtres, noisetiers, charmes, aubépines, …) doivent être privilégiées ;
- les haies seront réalisées au moyen d'essences pérennes ;
- les plantations devront être réalisées dès la première période propice qui suit l'achèvement de la construction ;
De solliciter l'avis de la CIESAC (distributeur d'eau territorialement compétent) sur le projet.

- *M. Régis JAMART : Les arbres, pour votre information, seraient à proscrire car ils peuvent limiter la diffusion des gaz. La biométhanisation et, à 30 mètres, aussi 200 veaux qui commencent déjà à sentir alors que nous ne sommes pas encore en été, c'est beaucoup. Pouvez-vous aussi faire le point là-dessus ? C'est l'effet cumulatif qui est soulevé. J'aimerais un peu de bienveillance de votre part.*
- *M. Frédéric De THIER : Y aura-t-il une nouvelle enquête alors ?*
  - *M. Damien WATHELET : En fonction du type de documents ou modifications à demander, cela dictera la nécessité d'une seconde enquête publique.*
- *Mme Marielle COEME : On parle d'effet cumulatif par rapport à la centrale de biométhanisation. Ce poulailler aura des ventilateurs et des effets sonores, ce qui sera aussi cumulatif sur l'aspect sonore.*
  - *M. Damien WATHELET : Dans ce type de production, la ventilation est naturelle.*
- *Mme Amandine ARNOULD : Pouvez-vous rappeler la procédure au niveau des délais ?*
  - *M. Damien WATHELET : Le 04/02/2026, le Collège aura 3 possibilités : oui, non ou suspendre. Si le Collège suspend, le preneur a 180 jours pour rentrer son dossier qui revient à la Commune pour en vérifier la complétude et le renvoie pour avis au fonctionnaire délégué de la Région.*
- *Mme Amandine ARNOULD :Y a-t-il un recours possible ?*
  - *M. Damien WATHELET : Il y a toujours des moyens de recours.*
  -

20h16. Mme Frédérique REMACLE entre en séance

Séance publique:

---

1. Protocole - Remise du brevet de lauréat du travail.
Vu l'article L1123-23 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;
Attendu la lettre du 4 juillet 2025 reçue le 8 juillet 2025 de l'Institut royal des Élites du Travail annonçant que Sa Majesté le Roi a conféré en du 18 novembre 2024 à Monsieur Christophe COLPIN le titre et l'insigne d'honneur d'or de Lauréat du Travail pour le secteur "personnel provincial, communal et intercommunal" ;
Attendu que l'Institut royal des Élites du Travail suggère d'y associer M. Marc OLIVIER, Doyen d'honneur émérite du Travail ;
Sur proposition du Collège communal ;
REÇOIT M. Christophe COLPIN à la séance publique du Conseil communal du 29 janvier 2026 et lui remet son brevet.

---

2. Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil communal (ROI) - Modification - Examen - Décision - Vote.
Vu le décret du 18 mai 2022 relatif à l'extension de la publicité active dans les pouvoirs locaux ;
Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment son article L1122-18, qui stipule que le Conseil communal adopte un règlement d'ordre intérieur ;
Vu également les articles 26bis, paragraphe 6, et 34bis de la loi organique des CPAS du 8 juillet 1976, relatifs aux réunions conjointes du Conseil communal et du Conseil de l'action sociale ;
Considérant que, outre les dispositions que ledit code prescrit d'y consigner, ce règlement peut comprendre des mesures complémentaires relatives au fonctionnement du Conseil communal ;
Considérant la prise en compte de l'arrêté exécutoire ainsi que l'attention portée sur certaines dispositions ainsi que sur des remarques de fond de la décision de tutelle du 19-12-2025 au règlement d'ordre intérieur du Conseil communal de Clavier, tel qu'approuvé par la délibération du Conseil communal de Clavier du 25-11-2025 ;

Sur base de la proposition du Collège communal ;
Après en avoir délibéré ;
DÉCIDE à l'unanimité suivant tableau de préséance :
- D'arrêter le nouveau règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, libellé comme suit :
TITRE I - LE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL COMMUNAL
Chapitre 1er - Le tableau de préséance
Section unique - L'établissement du tableau de préséance
Article 1er - Il est établi un tableau de préséance des conseillers communaux dès après l'installation du Conseil communal.
Article 2 - Le tableau de préséance est réglé d'après l'ordre d'ancienneté des conseillers, à dater de leur première entrée en fonction, et, en cas d'ancienneté égale, d'après le nombre des votes obtenus lors de la dernière élection.
Seuls les services ininterrompus en qualité de conseiller titulaire sont pris en considération pour déterminer l'ancienneté de service, toute interruption entraînant la perte définitive de l'ancienneté acquise.
Les conseillers qui n'étaient pas membres du Conseil sortant figurent en bas de tableau, classés d'après le nombre de votes obtenus lors de la dernière élection.
Article 3 - Par nombre de votes obtenus, on entend : le nombre de votes attribués individuellement à chaque candidat.
En cas de parité de votes obtenus par deux conseillers d'égale ancienneté de service, la préséance est réglée selon le rang qu'ils occupent sur la liste s'ils ont été élus sur la même liste, ou selon l'âge qu'ils ont au jour de l'élection s'ils ont été élus sur des listes différentes, la priorité étant alors réservée au conseiller le plus âgé.
Article 4 - L'ordre de préséance des conseillers communaux est sans incidence sur les places à occuper par les conseillers communaux pendant les séances du Conseil. Il n'a pas non plus d'incidence protocolaire.
Chapitre 2 - Les réunions du Conseil communal.
Section 1 - La tenue et la fréquence des réunions du Conseil communal
Article 5 -
§1 : Pour l'application de la présente section, on entend par :
1° la réunion à distance : la réunion qui se tient à l'aide de moyens techniques de visioconférence, c'est-à-dire la conférence permettant, en plus de la transmission en direct de la parole et de documents graphiques, la transmission d'images animées des participants éloignés ;
2°la situation extraordinaire : la situation dans laquelle la phase communale, provinciale ou fédérale est respectivement déclenchée par l'autorité compétente, conformément à l'arrêté royal du 22 mai 2019 relatif à la planification d'urgence et la gestion de situations d'urgence à l'échelon communal et provincial et au rôle des bourgmestres et gouverneurs de province en cas d'évènements et de situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national ;
3°la situation ordinaire : la situation qui vise tous les autres cas.
§2 : Les réunions du conseil communal se tiennent tant en situation ordinaire qu'en situation extraordinaire.
§3 :Par dérogation au §2, en situation extraordinaire, les réunions peuvent se tenir à distance.
La partie publique de la réunion à distance du conseil est obligatoirement diffusée en direct sur le site internet de la Commune ou selon les modalités précises de celui-ci.
La diffusion est interrompue à chaque fois que le huis clos est prononcé.
Sauf si la commune est tenue de respecter un délai de rigueur, les points relatifs à la situation disciplinaire d'un ou plusieurs membres du personnel et les dossiers nécessitant l'audition des personnes extérieures dans le cadre d'un contentieux ne peuvent faire l'objet d'une discussion ou d'un vote lors d'une réunion à distance du conseil communal.
§4 : Le présent article est également applicable :
1° aux séances communes du conseil communal avec le conseil de l'action sociale visées à l'article L1122-11, alinéa 2 du CDLD,
2° aux réunions des commissions et conseils consultatifs créés en application des articles L1122-34 et L1122-35 du CDLD.
Article 5bis - Le Conseil communal se réunit toutes les fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions et au moins dix fois par an.
Lorsqu'au cours d'une année, le Conseil s'est réuni moins de dix fois, durant l'année suivante, le nombre de conseillers requis à l'article 8 du présent règlement (en application de l'article L1122- 12, alinéa 2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation), pour permettre la convocation du Conseil est réduit au quart des membres du Conseil communal en fonction.

Section 2 - La compétence de décider que le Conseil communal se réunira en physique ou à distance

Article 6 - Sans préjudice des articles 7 et 8, la compétence de décider que le Conseil communal se réunira tel jour, à telle heure, appartient au Collège communal.

Le Collège favorisera la tenue du Conseil ordinaire les lundis et jeudis.

La compétence du Collège de convoquer le Conseil communal comporte la compétence de le contremander.

Les réunions physiques se tiennent dans la salle du Conseil communal, Rue Forville 1 à 4560 Clavier, à moins que le Collège n'en décide autrement – par décision spécialement motivée –, pour une réunion déterminée.

Par dérogation, les réunions peuvent se tenir à distance en situation extraordinaire, telle que définie à l'article L6511-1, par. 1er, 2° CDLD, suivant les modalités prévues dans le présent ROI.

Article 7- Lors d'une de ses réunions, le Conseil communal – si tous ses membres sont présents/connectés – peut décider à l'unanimité que, tel jour, à telle heure, il se réunira à nouveau afin de terminer l'examen, inachevé, des points inscrits à l'ordre du jour.

Article 8 - Sur la demande d'un tiers des membres du Conseil communal en fonction ou – en application de l'article 5bis, alinéa 2, du présent règlement et conformément à l'article L1122-12, alinéa 2, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation – sur la demande du quart des membres du Conseil communal en fonction, le Collège communal est tenu de le convoquer aux jour et heure indiqués.

Lorsque le nombre des membres du Conseil communal en fonction n'est pas un multiple de trois ou de quatre, il y a lieu, pour la détermination du tiers ou du quart, d'arrondir à l'unité supérieure le résultat de la division par trois ou par quatre.

Article 9 - Sans préjudice des articles 11 et 12, la compétence de décider de l'ordre du jour des réunions du Conseil communal appartient au Collège communal.

Article 10 - Chaque point à l'ordre du jour est indiqué avec suffisamment de clarté et est accompagné d'une note de synthèse explicative.

Chaque point de l'ordre du jour donnant lieu à une décision doit être accompagné par un projet de délibération.

Article 10 bis - Lorsque la réunion se tient à distance, la convocation :

1° mentionne les raisons justifiant la tenue de la réunion à distance ;

2° mentionne la dénomination commerciale de l'outil numérique utilisé aux fins de la réunion ;

3° contient une brève explication technique de la manière dont le membre procède pour se connecter et participer à la réunion.

Article 11 - Lorsque le Collège communal convoque le Conseil communal sur la demande d'un tiers ou d'un quart de ses membres en fonction, l'ordre du jour de la réunion du Conseil communal comprend, par priorité, les points indiqués par les demandeurs de la réunion.

Article 12 - Tout membre du Conseil communal peut demander l'inscription d'un ou de plusieurs points supplémentaires à l'ordre du jour d'une réunion du Conseil, étant entendu :

1. que toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au Bourgmestre ou à celui qui le remplace avec copie à la Directrice générale, au moins cinq jours francs avant la réunion du Conseil communal ;
1. qu'elle doit être accompagnée d'une note explicative ou de tout document propre à éclairer le Conseil communal ;
2. que, si elle donne lieu à décision, elle doit être accompagnée d'un projet de délibération, conformément à l'article 10 du présent règlement ;
3. qu'il est interdit à un membre du Collège communal de faire usage de cette faculté ;
4. que l'auteur de la proposition présente son point lors de la réunion du Conseil communal.

En l'absence de l'auteur de la proposition pour présenter son point lors de la réunion du Conseil communal ou du non-respect d'une ou plusieurs de ces formalités décrites ci-avant, ledit point n'est pas examiné.

Par "cinq jours francs", il y a lieu d'entendre cinq jours de vingt-quatre heures, cela signifiant que le jour de la réception de la proposition étrangère à l'ordre du jour par le Bourgmestre ou par celui qui le remplace et celui de la réunion du Conseil communal ne sont pas compris dans le délai.

Le Bourgmestre ou celui qui le remplace transmet sans délai les points complémentaires de l'ordre du jour de la réunion du Conseil communal à ses membres. Suivant la nature, le point sera inscrit en séance publique ou au huis clos.

Section 4 - L'inscription, en séance publique ou en séance à huis clos, des points de l'ordre du jour des réunions du Conseil communal

Article 13 - Sans préjudice des articles 14 et 15, les réunions du Conseil communal sont publiques.

Article 13bis - En cas de réunion à distance, au moment du prononcé du huis clos et à la demande du Président de séance, chaque membre s'engage, individuellement et à haute voix, au respect des conditions nécessaires au secret des débats durant tout le huis clos.

Article 14 - Sauf lorsqu'il est appelé à délibérer du budget, d'une modification budgétaire ou des comptes, le Conseil communal, statuant à la majorité des deux tiers de ses membres présents/connectés, peut, dans l'intérêt de l'ordre public et en raison des inconvénients graves qui résulteraient de la publicité, décider que la réunion du Conseil ne sera pas publique.

Lorsque le nombre des membres du Conseil communal présents n'est pas un multiple de trois, il y a lieu, pour la détermination des deux tiers, d'arrondir à l'unité supérieure le résultat de la division par trois suivie de la multiplication par deux.

Article 15 - La réunion du Conseil communal n'est pas publique lorsqu'il s'agit de questions de personnes.

Dès qu'une question de ce genre est soulevée, le Président prononce le huis clos.

Article 16 - Lorsque la réunion du Conseil communal n'est pas publique, seuls peuvent être présents/connectés:

- Les membres du Conseil,
- Le Président du Conseil de l'action sociale et, le cas échéant, l'échevin désigné hors Conseil conformément à l'article L1123-8, par. 2, al. 2, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation,
- Le Directeur général,
- Le cas échéant, toute personne dont la présence est requise en vertu d'une disposition légale ou réglementaire,
- Et, s'il y échoit, des personnes appelées pour exercer une tâche professionnelle.

Article 17 - Sauf en matière disciplinaire, ainsi qu'en cas de désignation du lauréat appelé à occuper une fonction de grade légal, la séance à huis clos ne peut avoir lieu qu'après la séance publique.

S'il paraît nécessaire, pendant la séance publique, de continuer l'examen d'un point en séance à huis clos, la séance publique peut être interrompue, à cette seule fin.

Section 5 - Le délai entre la réception de la convocation par les membres du Conseil communal et sa réunion

Article 18 - Sauf les cas d'urgence, la convocation du Conseil communal – laquelle indique, avec suffisamment de clarté, les points de l'ordre du jour – se fait, par courrier électronique à l'adresse électronique personnelle visée à l'article 19bis du présent règlement, au moins sept jours francs avant celui de la réunion. Elle contient l'ordre du jour. Les pièces relatives aux points inscrits à l'ordre du jour peuvent être transmises par toute voie électronique, conformément à l'article 20, al. 2 du présent règlement.

Tout ajout de pièces annexes au projet de délibération entre la date de convocation et la date du Conseil fera l'objet d'une information par mail aux conseillers.

Ce délai est ramené à deux jours francs lorsqu'il s'agit des deuxième et troisième convocations du Conseil communal, dont il est question à l'article L1122-17, alinéa 3, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Par "sept jours francs" et par "deux jours francs", il y a lieu d'entendre respectivement, sept jours de vingt-quatre heures et deux jours de vingt-quatre heures, cela signifiant que le jour de la réception de la convocation par les membres du Conseil communal et celui de sa réunion ne sont pas compris dans le délai.

Sans préjudice des articles 20 et 22, les documents visés au présent article peuvent être transmis par écrit et à domicile si le mandataire en a fait la demande par écrit ou si la transmission par courrier ou par voie électronique est techniquement impossible.

Article 19 - Pour l'application de l'article 18 du présent règlement et de la convocation "à domicile", il y a lieu d'entendre ce qui suit : la convocation est portée au domicile des conseillers. Par "domicile", il y a lieu d'entendre l'adresse d'inscription du conseiller au registre de population.

Chaque conseiller indiquera de manière précise la localisation de sa boîte aux lettres.

À défaut de la signature du conseiller ou d'un occupant du domicile en guise d'accusé de réception, le dépôt de la convocation dans la boîte aux lettres désignée, attesté par un agent communal, sera valable.

Article 19bis - Conformément à l'article L1122-13, paragraphe 1er, alinéa 5, la Commune met à disposition des conseillers une adresse électronique personnelle.

Le conseiller communal, dans l'utilisation de cette adresse, s'engage à :

- ne faire usage de l'adresse électronique mise à disposition que dans le strict cadre de l'exercice de sa fonction de conseiller communal ou d'éventuelles fonctions dérivées au sens du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;
- ne diffuser à aucun tiers, quel qu'il soit, les codes d'accès et données de connexion (nom d'utilisateur et mot de passe) liés à l'adresse dont question, ceux-ci étant strictement personnels ;
- ne pas utiliser son compte de messagerie à des fins d'archivage et, pour cela, vider régulièrement l'ensemble des dossiers liés à son compte (boîte de réception, boîte d'envoi, brouillons, éléments envoyés…). L'espace de stockage maximal autorisé par adresse électronique est de 50.000 mégabytes (Mb). L'envoi de pièces attachées est limité à 25 mégabytes (Mb) par courrier électronique ;
- prendre en charge la configuration de son (ses) ordinateur(s) personnel(s) et des autres appareils permettant d'accéder à sa messagerie électronique ;
- s'équiper des outils de sécurité nécessaires pour prévenir les attaques informatiques et bloquer les virus, spams et logiciels malveillants ;
- assumer toutes les conséquences liées à un mauvais usage de sa messagerie électronique ou à l'ouverture de courriels frauduleux ;
- ne pas utiliser l'adresse électronique mise à disposition pour envoyer des informations et messages en dehors du cadre de la fonction de conseiller communal ;
- mentionner au bas de chacun des messages envoyés l'avertissement (disclaimer) suivant : *« le présent courriel n'engage que son expéditeur et ne peut être considéré comme une communication officielle de la Commune de Clavier. ».*

Article 19ter - Pour la tenue des réunions à distance et uniquement si le mandataire ne dispose pas de matériel personnel pour se connecter, la Commune met à sa disposition ledit matériel dans les locaux de l'administration communale.

Section 6 - La mise des dossiers à la disposition des membres du Conseil communal

Article 20 - Sans préjudice de l'article 22, pour chaque point de l'ordre du jour des réunions du Conseil communal, toutes les pièces se rapportant à ce point – en ce compris le projet de délibération et la note de synthèse explicative visés à l'article 10 du présent règlement – sont mises à la disposition, sans déplacement, des membres du Conseil, et ce, dès l'envoi de l'ordre du jour.
Tout ajout de pièces annexes au projet de délibération entre la date de convocation et la date du Conseil fera l'objet d'une information par mail aux conseillers.
Durant les heures d'ouverture des bureaux, les membres du Conseil communal peuvent consulter ces pièces au secrétariat communal.
Les membres du conseil communal recevront chacun un identifiant et un mot de passe qui leur permettront, au départ de leur ordinateur personnel, l'accès à la plate-forme « IMIO – gestion des assemblées ». Les pièces relatives aux points inscrits à l'ordre du jour et les annexes s'y rapportant seront consultables sur cette plate-forme et y seront déposées dans les formes et délais fixés par le CDLD.

Article 21 - Le Directeur général ou le fonctionnaire désigné par lui, ainsi que le Directeur financier ou le fonctionnaire désigné par lui, se tiennent à la disposition des conseillers afin de leur donner des explications techniques nécessaires à la compréhension des dossiers dont il est question aux articles 20 du présent règlement les lundi, mardi et jeudi pour ce qui concerne la Directrice financière et du lundi au vendredi pour le Directeur général que ce soit durant les heures normales d'ouverture de bureaux ou en dehors de celles-ci ainsi que deux jours ouvrables avant la séance de 18h00 à 19h00 et ce, sur rendez-vous.
Les membres du Conseil communal désireux que pareilles informations leur soient fournies peuvent prendre rendez-vous avec le fonctionnaire communal concerné afin de déterminer à quel moment précis au cours de la période envisagée ils lui feront visite, et ce, afin d'éviter que plusieurs conseillers sollicitent en même temps des explications techniques sur des dossiers différents.

Article 22 - Au plus tard sept jours francs avant la réunion au cours de laquelle le Conseil communal est appelé à délibérer du budget, d'une modification budgétaire ou des comptes, le Collège communal remet à chaque membre du Conseil communal un exemplaire du projet de budget, du projet de modification budgétaire ou des comptes.
Par "sept jours francs", il y a lieu d'entendre sept jours de vingt-quatre heures, cela signifiant que le jour de la réception du projet de budget, du projet de modification budgétaire ou des comptes par les membres du Conseil communal et celui de sa réunion ne sont pas compris dans le délai.

Le projet est communiqué tel qu'il sera soumis aux délibérations du Conseil communal, dans la forme prescrite, et accompagné des annexes requises pour son arrêt définitif, à l'exception, pour ce qui concerne les comptes, des pièces justificatives.
Le projet de budget et les comptes sont accompagnés d'un rapport. Le rapport comporte une synthèse du projet de budget ou des comptes. En outre, le rapport qui a trait au budget définit la politique générale et financière de la Commune ainsi que tous les éléments utiles d'information, et celui qui a trait aux comptes synthétise la gestion des finances communales durant l'exercice auquel ces comptes se rapportent.
Avant que le Conseil communal délibère, le Collège communal commente le contenu du rapport.
Pour les comptes, outre le rapport évoqué ici, est également jointe la liste des adjudicataires des marchés de travaux, de fournitures ou de services pour lesquels le Conseil a choisi le mode de passation et a fixé les conditions, conformément à l'article L1312-1, paragraphe 2, alinéa 2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, ainsi que la liste des adjudicataires des marchés de travaux, de fournitures ou de services sous la délégation du Collège.

Section 7 - L'information à la presse et aux habitants

Article 23 - Les lieu, jour et heure et l'ordre du jour des réunions du Conseil communal sont portés à la connaissance du public par voie d'affichage à la maison communale et dans toutes les valves communales, dans les mêmes délais que ceux prévus aux articles L1122-13, L1122- 23 et L1122-24, alinéa 3, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, relatifs à la convocation du Conseil, ainsi que par un avis diffusé sur le site internet de la Commune.
Cet avis précise en outre les modalités de connexion du public en cas de réunion à distance.
La presse et les habitants de la commune intéressés sont, à leur demande et dans un délai utile, informés de l'ordre du jour des réunions du Conseil communal. Le délai utile ne s'applique pas pour des points qui sont ajoutés à l'ordre du jour après l'envoi de la convocation conformément à l'article L1122-13 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.
À la demande des personnes intéressées, la transmission de l'ordre du jour peut s'effectuer gratuitement par voie électronique.
Article 23bis - Les convocations, les projets de délibérations, que les points y correspondant aient été portés à l'ordre du jour par le collège communal ou par un conseiller communal, ainsi que – lorsqu'elles sont présentes pour étayer le point –, les notes de synthèse explicative, concernant les points inscrits à l'ordre du jour de la séance ***publique*** du conseil communal sont portés à la connaissance du public via le site internet https://www.deliberations.be/clavier/seances au plus tard dans les cinq jours francs avant celui de la réunion.
Les projets de délibérations visés à l'alinéa 1er portent la mention « *Projet de délibération* ».
La publication des notes de synthèse explicative porte la mention « *Projet de délibération* ».
Article 23ter - Dans les cas d'urgence visés à l'article L1122-24, alinéa 1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et en cas de force majeure, les projets de délibération et notes de synthèse explicative sont publiés au plus tard dans un délai d'un mois après le conseil communal.
Art. 23quater - pour ce qui est des traitements des données à caractère personnel au sens des articles 23 bis et 23 ter, outre l'article L3221-8 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il y a lieu de considérer que :

- les projets de délibération seront anonymisés avant publication et il sera mis fin à leur publication à partir du jour qui suit l'approbation du procès-verbal de la séance les concernant, conformément au point I.1.1 du tableau de tri des Archives de l'État ("Tableau de tri 2019, version actualisée en décembre 2020", par Flore Plisnier, p.24, points I.1.3 + I.1.1. et I.1.7.) ;
- les mesures techniques du traitement :

La commune prend notamment les mesures suivantes :

- l'anonymisation des données personnelles, le cas échéant,
- l'accès aux projets de décisions par le service gestionnaire du dossier et par le service gestion des instances communales via un logiciel métier protégé,
- l'impossibilité de modifier les dossiers dès leur prise en charge par le service gestion des instances communales,
- l'accès aux documents informatiques moyennant l'introduction d'un login et d'un mot de passe, antivirus, back-up,
- la conservation des décisions version papier dans les registres classés et conservés à la Gestion des instances communales,
- les mesures de protection au niveau des bâtiments (alarme, bureaux fermés, détection incendie et extincteurs).

Section 8 - La compétence de présider les réunions du Conseil communal

Article 24 - Sans préjudice de la norme prévue à l'article L1122-15 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation pour la période antérieure à l'adoption du pacte de majorité par le Conseil communal, la compétence de présider les réunions du Conseil communal appartient au Bourgmestre, à celui qui le remplace, ou le cas échéant, au Président d'assemblée tel que désigné en vertu de l'article L1122-34, paragraphe 3 et suivants du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Lorsque le Bourgmestre n'est pas présent dans la salle de réunion à l'heure fixée par la convocation/ n'est pas connecté à la réunion virtuelle à l'heure fixée dans la convocation en cas de réunion à distance, il y a lieu :

- de considérer qu'il est absent ou empêché, au sens de l'article L1123-5 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation,
- et de faire application de cet article.

Lorsque le Président, désigné conformément à l'article L1122-34 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, n'est pas présent dans la salle de réunion à l'heure fixée par la convocation/connecté à la réunion virtuelle à l'heure fixée dans la convocation en cas de réunion à distance, il est remplacé par le Bourgmestre ou celui qui le remplace.

Section 8bis - Quant à la présence du Directeur général

Article 24bis - Lorsque le Directeur général n'est pas présent dans la salle de réunion à l'heure fixée par la convocation/connecté à la réunion virtuelle à l'heure fixée dans la convocation en cas de réunion à distance , ou lorsqu'il doit quitter la séance ou se déconnecter parce qu'il se trouve en situation d'interdiction (CDLD, art. L1122-19), le Conseil communal désigne un de ses membres pour assurer le secrétariat de la séance, momentané parmi les conseillers communaux, pour le remplacer pendant la durée de son absence au cours de la séance.

Section 9 - La compétence d'ouvrir et de clore les réunions du Conseil communal

Article 25 - La compétence d'ouvrir et de clore les réunions du Conseil communal appartient au Président.

La compétence de clore les réunions du Conseil communal comporte celle de les suspendre.

Article 26 - Le Président doit ouvrir les réunions du Conseil communal à l'heure fixée par la convocation.

Article 27 - Lorsque le Président a clos une réunion du Conseil communal :

1. celui-ci ne peut plus délibérer valablement ;
5. la réunion ne peut pas être rouverte.

Section 10 - Le nombre de membres du Conseil communal devant être présents/connectés pour qu'il puisse délibérer valablement

Article 28 - Sans préjudice de l'article L1122-17, alinéa 2, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, le Conseil communal ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est présente/connectée.

En cas de réunion virtuelle, l'identification certaine de chaque participant sera assurée par la visualisation constante de chacun d'entre eux (webcam), sous le contrôle du Directeur général, secondé, le cas échéant, par la personne qu'il désigne.

Ce contrôle sera effectué au minimum lors des votes : si, à ce moment, un conseiller a débranché son micro ou sa caméra, il sera considéré comme ayant quitté la séance.

Par "la majorité de ses membres en fonction", il y a lieu d'entendre :

- La moitié plus un demi du nombre des membres du Conseil communal en fonction, si ce nombre est impair ;
- La moitié plus un du nombre des membres du Conseil en fonction, si ce nombre est pair.

Article 29 - Lorsque, après avoir ouvert la réunion du Conseil communal, le Président constate que la majorité de ses membres en fonction n'est pas présente ou connectée, il la clôt immédiatement.

De même, lorsque, au cours de la réunion du Conseil communal, le Président constate que la majorité de ses membres en fonction n'est plus présente, il la clôt immédiatement.

Section 11 - La police des réunions du Conseil communal

Sous-section 1re - Disposition générale

Article 30 - La police des réunions du Conseil communal appartient au Président.

Sous-section 2 - La police des réunions du Conseil communal à l'égard du public
Article 31 - Le Président peut, après en avoir donné l'avertissement, faire expulser à l'instant du lieu de l'auditoire tout individu qui donnera des signes publics soit d'approbation, soit d'improbation, ou excitera au tumulte de quelque manière que ce soit.
Le Président peut, en outre, dresser procès-verbal à charge du contrevenant, et le renvoyer devant le tribunal de police qui pourra le condamner à une amende d'un à quinze euros ou à un emprisonnement d'un à trois jours, sans préjudice d'autres poursuites, si le fait y donne lieu.

Sous-section 3 - La police des réunions du Conseil communal à l'égard de ses membres
Article 32 - Le Président intervient :
- de façon préventive, en accordant la parole, en la retirant au membre du Conseil communal qui persiste à s'écarter du sujet, en mettant aux voix les points de l'ordre du jour ;
- de façon répressive, en retirant la parole au membre du Conseil qui trouble la sérénité de la réunion, en le rappelant à l'ordre, en suspendant la réunion ou en la levant. Sont notamment considérés comme troublant la sérénité de la réunion du Conseil communal, ses membres :

1. qui prennent la parole sans que le Président la leur ait accordée,
1. qui conservent la parole alors que le Président la leur a retirée,
2. ou qui interrompent un autre membre du Conseil pendant qu'il a la parole.

Tout membre du Conseil communal qui a été rappelé à l'ordre peut se justifier, après quoi le Président décide si le rappel à l'ordre est maintenu ou retiré.
Enfin, le Président pourra également exclure le membre du Conseil de la réunion si celui-ci excite au tumulte de quelque manière que ce soit.
Article 33 - Plus précisément, en ce qui concerne l'intervention du Président de façon préventive, celui-ci, pour chaque point de l'ordre du jour :

1. le commente ou invite à le commenter ;
6. accorde la parole aux membres du Conseil communal qui la demandent, étant entendu qu'il l'accorde selon l'ordre des demandes et, en cas de demandes simultanées, selon l'ordre du tableau de préséance tel qu'il est fixé au Titre I, Chapitre 1er du présent règlement ;
7. clôt la discussion ;
8. circonscrit l'objet du vote et met aux voix, étant entendu que le vote porte d'abord sur les modifications proposées au texte initial.

Les points de l'ordre du jour sont discutés dans l'ordre indiqué par celui-ci, à moins que le Conseil communal n'en décide autrement.

Section 12 - La mise en discussion de points non-inscrits à l'ordre du jour de la réunion du Conseil communal
Article 34 - Aucun point non inscrit à l'ordre du jour de la réunion du Conseil communal ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner un préjudice pour la commune.
L'urgence est déclarée ***en début de séance*** par les deux tiers au moins des membres du Conseil communal présents ; leurs noms sont insérés au procès-verbal de la réunion.
Lorsque le nombre des membres du Conseil communal présents/connectés n'est pas un multiple de trois, il y a lieu, pour la détermination des deux tiers, d'arrondir à l'unité supérieure le résultat de la division par trois suivie de la multiplication par deux.

Section 13 - Le nombre de membres du Conseil communal devant voter en faveur de la proposition pour que celle-ci soit adoptée
Sous-section 1re - Les résolutions autres que les nominations de candidats à des emplois et pour chaque engagement contractuel
Article 35 - Les résolutions sont prises à la majorité absolue des suffrages ; en cas de partage, la proposition est rejetée.
Par "la majorité absolue des suffrages", il y a lieu d'entendre :
- La moitié plus un demi du nombre des votes, si ce nombre est impair ;
- La moitié plus un du nombre des votes, si ce nombre est pair.

Pour la détermination du nombre des votes, n'interviennent pas :
- Les abstentions,
- Et, en cas de scrutin secret, les bulletins de vote nuls.

En cas de scrutin secret, un bulletin de vote est nul lorsqu'il comporte une indication permettant d'identifier le membre du Conseil communal qui l'a déposé.

Sous-section 2 - Les nominations de candidats à des emplois et pour chaque engagement contractuel
Article 36 - Pour chaque nomination de candidats à des emplois et pour chaque engagement contractuel, si la majorité absolue n'est pas obtenue au premier tour du scrutin, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.
À cet effet, le Président dresse une liste contenant deux fois autant de noms qu'il y a de nominations ou de présentations à faire.
Les suffrages ne peuvent être donnés qu'aux candidats portés sur cette liste.
La nomination ou la présentation a lieu à la pluralité des voix. En cas de parité des voix, le plus âgé des candidats est préféré.

Section 14 - Vote public ou scrutin secret - Le cas particulier de la présentation de candidats
Sous-section 1re – Le principe
Article 37 - Sans préjudice de l'article 38, le vote est public.
Article 38 - Les présentations de candidats, les nominations aux emplois, les engagements contractuels, les suspensions préventives dans l'intérêt du service et les sanctions disciplinaires font l'objet d'un scrutin secret.
Sous-section 2 - Le vote public
Article 39 - Lorsque le vote est public, les membres du Conseil communal votent à haute voix.
~~Lorsque le nombre des membres du conseil communal présents/connectés n'est pas un multiple de trois, il y a lieu, pour la détermination du tiers, d'arrondir à l'unité supérieure le résultat de la division par trois.~~
Article 40 - Le vote public se fait selon l'ordre de préséance en terminant par le Président.
Article 41 - Après chaque vote public, le Président proclame le résultat de celui-ci.
Article 42 - Lorsque le vote est public, le procès-verbal de la réunion du conseil communal indique, pour chaque membre du conseil, s'il a voté en faveur de la proposition ou s'il a voté contre celle-ci ou s'il s'est abstenu.

Sous-section 3 - Le scrutin secret
Article 43 - En cas de scrutin secret :
1. le secret du vote est assuré par l'utilisation de bulletins de vote préparés de façon telle que pour voter, les membres du Conseil communal n'aient plus, sauf s'ils ont décidé de s'abstenir, qu'à noircir un cercle ou à tracer une croix sur un cercle sous "oui" ou qu'à noircir un ou plusieurs cercles ou à tracer une croix sur un ou plusieurs cercles sous "non" ;
9. l'abstention se manifeste par le dépôt d'un bulletin de vote blanc, c'est-à-dire d'un bulletin de vote sur lequel le membre du Conseil communal n'a noirci aucun cercle ou n'a tracé une croix sur aucun cercle ;
10. tout vote non conforme aux points a) et b) est nul.

En cas de réunion à distance, les votes au scrutin secret sont adressés au Directeur général, par voie électronique, depuis l'adresse électronique visée à l'article L1122-13 du même Code.
Le Directeur général se charge d'anonymiser les votes, dont il assure le caractère secret dans le respect du secret professionnel visé à l'article 458 du Code pénal.
Article 44- En cas de scrutin secret :
1. pour le vote et pour le dépouillement, le bureau est composé du Président et des deux membres du Conseil communal les plus jeunes ;
11. avant qu'il ne soit procédé au dépouillement, les bulletins de vote déposés sont comptés ; si leur nombre ne coïncide pas avec celui des membres du Conseil communal ayant pris part au vote, les bulletins de vote sont annulés et les membres du Conseil sont invités à voter une nouvelle fois ;
12. tout membre du Conseil communal est autorisé à vérifier la régularité du dépouillement.

En cas de réunion à distance, c'est le Directeur général qui assure le rôle du bureau ; il transmet les résultats anonymes du vote au président.
Article 45 - Après chaque scrutin secret, le Président proclame le résultat de celui-ci.

Sous-section 4- Le cas particulier des présentations de candidats
Article 45bis – Pour la nomination des membres de toutes les commissions qui concernent l'administration de la commune ainsi que les représentants du conseil communal dans les intercommunales et dans les autres personnes morales dont la commune est membre :

- lorsqu'il y a autant de candidats que de mandats ou fonctions à pourvoir, le conseil communal acte la nomination de ces candidats.

Cependant, les membres du conseil communal votent à haute voix ou selon un mode de scrutin équivalent sur une telle nomination à chaque fois qu'un tiers des membres présents le demande ;

- à chaque fois qu'il y a plusieurs candidats pour un mandat ou une fonction à pourvoir, les membres du conseil communal votent à haute voix ou selon un mode de scrutin équivalent sur ces nominations.

Pour chaque mandat ou fonction, il est procédé à un scrutin distinct. Si la majorité requise n'est pas obtenue au premier tour de scrutin, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix. À cet effet, le président dresse une liste qui contient deux fois autant de noms qu'il y a de nominations ou de présentations à faire. Les suffrages peuvent être donnés uniquement aux candidats portés sur cette liste. La nomination a lieu à la pluralité des voix. En cas de parité des voix, le plus âgé des candidats est préféré.

Les membres du conseil communal votent à bulletin secret à chaque fois qu'un conseiller le demande.

Section 15 - Le contenu du procès-verbal des réunions du Conseil communal.

Article 46 - Le procès-verbal des réunions du Conseil communal reprend, dans l'ordre chronologique, tous les objets mis en discussion ainsi que la suite réservée à tous les points pour lesquels le Conseil n'a pas pris de décision. De même, il reproduit clairement toutes les décisions.

Le procès-verbal contient donc :

- le texte complet, y compris leur motivation, de toutes les décisions intervenues ;
- la suite réservée à tous les points de l'ordre du jour n'ayant pas fait l'objet d'une décision ;
- la constatation que toutes les formalités légales ont été accomplies : nombre de présents/connectés, vote en séance publique ou à huis clos, vote au scrutin secret, résultat du vote avec, le cas échéant, les mentions prévues à l'article 42 du présent règlement.

- le caractère virtuel de la réunion ;
- en cas de réunion virtuelle, les éventuelles interruptions ou difficultés dues à des problèmes techniques.

Le procès-verbal contient également la transcription des interpellations des habitants, telles que déposées conformément aux articles 67 et suivants du présent règlement, ainsi que la réponse du Collège et les répliques, de manière résumée.

Il contient également l'**indication** des questions posées et les réponses par les conseillers communaux conformément aux articles 75 et suivants du présent règlement.

Article 47 - Les commentaires préalables ou postérieurs aux décisions, ainsi que toute forme de commentaires extérieurs aux décisions ne seront consignés dans le procès-verbal que sur demande expresse du conseiller qui a émis la considération et qui la dépose en séance *sur support écrit de maximum 30 lignes.*

Section 16 - L'approbation du procès-verbal des réunions du Conseil communal - Sa publication (partie publique) sur le site internet de la commune

Article 48 - Il n'est pas donné lecture, à l'ouverture des réunions du Conseil communal, du procès-verbal de la réunion précédente.

L'article 20 du présent règlement, relatif à la mise des dossiers à la disposition des conseillers, est applicable au procès-verbal des réunions du Conseil communal.

Article 49 - Tout membre du Conseil communal a le droit, pendant la réunion en physique ou à distance, de faire des observations sur la rédaction du procès-verbal de la réunion précédente. Si ces observations sont adoptées, le Directeur général est chargé de présenter, séance tenante ou au plus tard à la séance suivante, un nouveau texte conforme à la décision du Conseil.

Si la réunion s'écoule sans observations, le procès-verbal de la réunion précédente est considéré comme adopté et signé, dès la fin de séance.

Chaque fois que le Conseil communal le juge convenable, le procès-verbal est rédigé séance tenante, en tout ou en partie, et signé par les membres du Conseil présents/connectés.

En cas de rédaction du procès-verbal séance tenante durant une réunion à distance, le procès-verbal est transmis par voie électronique à la fin de la séance aux membres présents qui marqueront leur accord par retour de courriel. Les signatures manuscrites devront être apposées sur le document dans les meilleurs délais.

Article 49bis - Sans préjudice de l'article L1122-29, alinéa 2, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, le procès-verbal du Conseil communal relatif aux points en séance publique, une fois approuvé, est publié sur le site internet de la Commune.

Chapitre 3 - Les commissions dont il est question à l'article L1122-34, par. 1er, alinéa 1er, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Article 50 - Il est créé **4** commissions, composées, chacune de **4** membres du Conseil communal répartis proportionnellement entre les groupes qui composent le conseil communal par la règle de 3, ayant pour mission de préparer les discussions lors de ses réunions ; les matières dont elles connaissent se répartissent comme suit :

- La première commission a dans ses attributions tout ce qui a trait aux compétences de l'échevinat de l'énergie, de l'environnement, de la participation citoyenne, de la sécurité et des associations.
- La deuxième a dans ses attributions tout ce qui a trait aux compétences de l'échevinat des finances, de l'urbanisme, du patrimoine, de l'économie et du tourisme.
- La troisième a dans ses attributions tout ce qui a trait aux compétences de l'échevinat des travaux, du patrimoine bâti, des forêts, de l'agriculture et de la mobilité.
- La quatrième a dans ses attributions tout ce qui a trait aux compétences de l'échevinat de l'enseignement, la jeunesse, la santé, les sports, la petite enfance et les aînés.

Article 51 - Les membres des commissions dont il est question à l'article 50 sont nommés par le conseil communal étant entendu que, commission par commission, les mandats des membres de celles-ci sont répartis proportionnellement entre les groupes qui composent le conseil communal.
La présidence des commissions dont il est question à l'article 50 est assurée par un membre du Collège ayant cette matière dans ses attributions.
Le secrétariat des commissions dont il est question à l'article 50 est assuré par le Directeur général ou par le ou les fonctionnaires communaux désignés par lui.
Article 52 - Les commissions dont il est question à l'article 50 se réunissent, sur convocation de leur Président, toutes les fois que, par l'intermédiaire de celui-ci, une proposition leur est soumise, pour avis, par le Collège ou par le Conseil communal et au minimum une fois par an.
Article 53 - Le délai de convocation des réunions de commissions est fixé à 3 jours francs avant la date de commission. Cette convocation est transmise par voie électronique à l'adresse personnelle visée à l'article 19 bis du présent règlement ou portée au domicile des conseillers membres de la commission concernée si la transmission par voie électronique est techniquement impossible.
Article 54 - Les commissions dont il est question à l'article 50 formulent leur avis, quel que soit le nombre de leurs membres présents/connectés, à la majorité absolue des suffrages.
Article 55 - Les réunions des commissions dont il est question à l'article 50 ne sont pas publiques, cela signifiant que, sans préjudice de l'article L1122-34, par. 1er, alinéa 3, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, seuls peuvent être présents/connectés :

- Les membres de la commission,
- Le Directeur général ou le/les fonctionnaire(s) désigné(s) par lui,
- S'il y échoit, des personnes appelées pour exercer une tâche professionnelle,
- Tout conseiller communal non membre d'une commission, même sans y avoir été convoqué.

Les dispositions du présent ROI applicables aux réunions virtuelles du conseil sont applicables aux réunions virtuelles des commissions.

Chapitre 4 - Les réunions conjointes du Conseil communal et du Conseil de l'action sociale.

Article 56 - Conformément aux articles 26bis, paragraphe 6 de la loi organique des CPAS et L1122-11 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, il sera tenu une réunion conjointe annuelle et publique du Conseil communal et du Conseil de l'action sociale.
La date et l'ordre du jour de cette réunion sont fixés par le Collège communal.
Cette réunion a pour objet obligatoire la présentation du rapport annuel sur l'ensemble des synergies existantes et à développer entre la commune et le centre public d'action sociale, ainsi que les économies d'échelle et les suppressions des doubles emplois ou chevauchements d'activités du Centre public d'action sociale et de la commune.
Ce rapport est établi par le comité de concertation.
Article 57 - Outre l'obligation énoncée à l'article précédent, le Conseil communal et le Conseil de l'action sociale ont la faculté de tenir des réunions conjointes.
Chacun des deux conseils peut, par un vote, provoquer la réunion conjointe. Le Collège communal dispose également de la compétence pour convoquer la réunion conjointe, de même qu'il fixe la date et l'ordre du jour de la séance.
Article 58 - Les réunions conjointes du Conseil communal et du Conseil de l'action sociale ont lieu dans la salle du Conseil communal ou dans tout autre lieu approprié fixé par le Collège communal et renseigné dans la convocation.

Article 59 - Les convocations aux réunions conjointes sont signées par le Bourgmestre, le Président du Conseil de l'action sociale, les Directeurs généraux de la commune et du CPAS.
Article 60 - Les réunions conjointes du Conseil communal et du Conseil de l'action ne donnent lieu à aucun vote. Aucun quorum n'est requis.
Article 61 - La présidence et la police de l'assemblée appartiennent au Président du Conseil communal désigné conformément à l'article L1122-34 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. En cas d'absence ou d'empêchement du Président du Conseil communal, il est remplacé par le Bourgmestre, ou par défaut par le Président du Conseil de l'action sociale ou, par défaut, à un échevin suivant leur rang.
Article 62 - Le secrétariat des réunions conjointes est assuré par le Directeur général de la commune ou un agent désigné par lui à cet effet.
Article 63 - Une synthèse de la réunion conjointe est établie par l'agent visé à l'article 62 du présent règlement, et transmis au Collège communal et au Président du Conseil de l'action sociale dans les 30 jours de la réunion visée ci-dessus, à charge pour le Collège et le Président du Conseil de l'action sociale d'en donner connaissance au Conseil communal et au Conseil de l'action sociale lors de leur plus prochaine séance respective.
Les dispositions du présent ROI applicables aux réunions virtuelles du conseil sont applicables aux réunions virtuelles conjointes conseil communal/conseil de l'action sociale.

Chapitre 5 - La perte des mandats dérivés dans le chef du conseiller communal démissionnaire / exclu de son groupe politique.
Article 64 - Conformément à l'article L1123-1, par. 1er, alinéa 1, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, le ou les conseillers élus sur une même liste lors des élections constituent un groupe politique dont la dénomination est celle de ladite liste.
Article 65 - Conformément à l'article L1123-1, par. 1er, alinéa 2, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, le conseiller qui, en cours de législature, démissionne de son groupe politique est démissionnaire de plein droit de tous les mandats qu'il exerçait à titre dérivé tel que défini à l'article L5111-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.
Article 66 - Conformément à l'article L1123-1, par. 1er, alinéa 3, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, le conseiller qui, en cours de législature, est exclu de son groupe politique, est démis de plein droit de tous les mandats qu'il exerçait à titre dérivé tel que défini à l'article L5111-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Chapitre 6 - Le droit d'interpellation des habitants.
Article 67 - Tout habitant de la commune dispose, aux conditions fixées dans le présent chapitre, d'un droit d'interpeller directement le Collège communal en séance publique du Conseil communal.
En cas de réunion à distance, l'exercice effectif du droit d'interpellation visé à l'article 1122-14 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation est assuré.
Le Directeur général envoie à l'habitant de la commune dont l'interpellation a été jugée recevable le lien vers la réunion à distance au cours de laquelle son interpellation sera entendue, ainsi que de brèves explications quant aux modalités de connexion.
L'interpellant patiente dans la salle d'attente virtuelle jusqu'à ce que le Directeur général lui octroie l'accès. Dès après, l'interpellation se déroule conformément à l'article 70 du présent règlement.
Le Directeur général met, au besoin, des moyens techniques à disposition de l'habitant de la commune dont l'interpellation a été jugée recevable, afin qu'il puisse s'exprimer lors de la séance du conseil communal, au sein des locaux de l'administration communale.
Par '*habitant de la commune*', il faut entendre :

- Toute personne physique de 18 ans accomplis inscrite au registre de la population de la commune ;
- Toute personne morale dont le siège social ou d'exploitation est localisé sur le territoire de la commune et qui est représentée par une personne physique de 18 ans accomplis.

Les interpellations peuvent être orales en séance ou être adressée préalablement par écrit au Collège communal.
Les conseillers communaux ne bénéficient pas dudit droit.
Article 68 - L'interpellation orale en séance ou le texte intégral de l'interpellation proposée sont adressés au Collège communal.
Pour être recevable, l'interpellation remplit les conditions suivantes :

1. Être introduite par une seule personne ;
1. Être formulée sous forme de question et ne pas conduire à une intervention orale de plus de dix minutes ;

2. Porter :
    1. sur un objet relevant de la compétence de décision du Collège ou du Conseil communal;
    1. sur un objet relevant de la compétence d'avis du Collège ou du Conseil communal dans la mesure où cette compétence a un objet qui concerne le territoire communal ;
3. Être à portée générale ;
4. Ne pas être contraire aux libertés et aux droits fondamentaux ;
5. Ne pas porter sur une question de personne ;
6. Ne pas constituer des demandes de documentation ;
7. Ne pas avoir pour unique objet de recueillir des consultations d'ordre juridique ;
8. Indiquer l'identité et l'adresse du demandeur ;
9. Afin d'être transcrite dans le PV de la séance, être libellée de manière à indiquer clairement la question posée, et préciser les considérations que le demandeur se propose de développer.

Article 69 - Le Collège communal décide de la recevabilité de l'interpellation. La décision d'irrecevabilité est spécialement motivée en séance du Conseil communal. Le Collège se réserve le droit de répondre lors d'une prochaine séance.

Article 70 - Les interpellations se déroulent comme suit :

- Elles ont lieu en début de séance publique du Conseil communal ;
- Elles sont entendues dans l'ordre de leur réception chronologique par le Bourgmestre ;
- L'interpellant expose sa question à l'invitation du Président de séance dans le respect des règles organisant la prise de parole au sein de l'assemblée, il dispose pour ce faire de 10 minutes maximum ;
- Le Collège répond aux interpellations en10 minutes maximum ;
- L'interpellant dispose de 2 minutes pour répliquer à la réponse, avant la clôture définitive du point de l'ordre du jour ;
- Il n'y a pas de débat ; de même l'interpellation ne fait l'objet d'aucun vote en séance du Conseil communal ;
- L'interpellation est transcrite, ***par résumé synthétique***, dans le procès-verbal de la séance du Conseil communal, conformément à l'article 46 du présent règlement.

Article 71 - Il ne peut être développé qu'un maximum de 3 interpellations par séance du conseil communal.

Article 72 - Un même habitant ne peut faire usage de son droit d'interpellation que trois fois au cours d'une période de douze mois sur le même sujet.

TITRE II - LES RELATIONS ENTRE LES AUTORITES COMMUNALES ET L'ADMINISTRATION – DEONTOLOGIE, ETHIQUE ET DROITS DES CONSEILLERS.

Chapitre 1er - Les relations entre les autorités communales et l'administration locale.

Article 73 - Sans préjudice des articles L1124-3, L1124-4 et L1211-3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et de l'article 74 du présent règlement, le Conseil communal, le Collège communal, le Bourgmestre et le Directeur général collaborent selon les modalités qu'ils auront établies, notamment quant à l'organisation et le fonctionnement des services communaux et la manière de coordonner la préparation et l'exécution par ceux-ci des décisions du Conseil communal, du Collège communal et du Bourgmestre.

Chapitre 2 - Les règles de déontologie et d'éthique des conseillers communaux.

Article 74 - Conformément à l'article L1122-18 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, les conseillers communaux s'engagent à :

1. Exercer leur mandat avec probité et loyauté ;
3. Refuser tout cadeau, faveur, invitation ou avantage en tant que représentant de l'institution locale, qui pourrait influer sur l'impartialité avec laquelle ils exercent leurs fonctions ;
4. Spécifier s'ils agissent en leur nom personnel ou au nom de l'institution locale qu'ils représentent, notamment lors de l'envoi de courrier à la population locale ;
5. Assumer pleinement (c'est-à-dire avec motivation, disponibilité et rigueur) leur mandat et leurs mandats dérivés ;
6. Rendre compte régulièrement de la manière dont ils exercent leurs mandats dérivés ;

7. Participer avec assiduité aux réunions des instances de l'institution locale, ainsi qu'aux réunions auxquelles ils sont tenus de participer en raison de leur mandat au sein de ladite institution locale ;
8. Prévenir les conflits d'intérêts et exercer leur mandat et leurs mandats dérivés dans le but exclusif de servir l'intérêt général ;
9. Déclarer tout intérêt personnel dans les dossiers faisant l'objet d'un examen par l'institution locale et, le cas échéant, s'abstenir de participer aux débats (on entend par "intérêt personnel" tout intérêt qui affecte exclusivement le patrimoine du mandataire ou de ses parents et alliés jusqu'au deuxième degré) ;
10. Refuser tout favoritisme (en tant que tendance à accorder des faveurs injustes ou illégales) ou népotisme ;
11. Adopter une démarche proactive, aux niveaux tant individuel que collectif, dans l'optique d'une bonne gouvernance ;
12. Rechercher l'information nécessaire au bon exercice de leur mandat et participer activement aux échanges d'expériences et formations proposées aux mandataires des institutions locales, et ce, tout au long de leur mandat ;
13. Encourager toute mesure qui favorise la performance de la gestion, la lisibilité des décisions prises et de l'action publique, la culture de l'évaluation permanente ainsi que la motivation du personnel de l'institution locale ;
14. Encourager et développer toute mesure qui favorise la transparence de leurs fonctions ainsi que de l'exercice et du fonctionnement des services de l'institution locale ;
15. Veiller à ce que tout recrutement, nomination et promotion s'effectuent sur base des principes du mérite et de la reconnaissance des compétences professionnelles et sur base des besoins réels des services de l'institution locale ;
16. Etre à l'écoute des citoyens et respecter, dans leur relation avec ceux-ci, les rôles et missions de chacun ainsi que les procédures légales ;
17. S'abstenir de diffuser des informations de type propagande ou publicitaire qui nuisent à l'objectivité de l'information ainsi que des informations dont ils savent ou ont des raisons de croire qu'elles sont fausses ou trompeuses ;
18. S'abstenir de profiter de leur position afin d'obtenir des informations et décisions à des fins étrangères à leur fonction et ne pas divulguer toute information confidentielle concernant la vie privée d'autres personnes ;
19. Respecter les principes fondamentaux tenant à la dignité humaine.

Chapitre 3 - Les droits des conseillers communaux.

Section 1 - Le droit, pour les membres du Conseil communal, de poser des questions écrites et orales d'actualité au Collège communal.

Article 75 - Paragraphe 1er - Les membres du conseil communal ont le droit de poser des questions orales d'actualité et des questions écrites au collège communal sur les matières qui relèvent de la compétence :
1° de décision du collège des nouveaux PV de Collège mis à disposition depuis les deux précédents conseils communaux ;
2° d'avis du collège ou du conseil communal dans la mesure où cette compétence a un objet qui concerne le territoire communal.
Paragraphe 2 - Par « questions d'actualité », il y a lieu d'entendre les situations ou faits récents, c'est-à-dire ne remontant pas à une date plus éloignée que celle des deux précédentes séances du conseil communal.
Toute question de compréhension sur un PV de collège ne sera pas retranscrite dans le PV du conseil communal.
Article 76 - Il est répondu aux questions écrites dans le mois de leur réception par le secrétariat du Bourgmestre ou par celui qui le remplace.
Article 77 - Par. 1er - Lors de chaque réunion du Conseil communal, une fois terminé l'examen des points inscrits à l'ordre du jour de la séance publique, le Président accorde la parole aux membres du Conseil qui la demandent afin de poser des questions orales d'actualité au Collège communal, étant entendu qu'il l'accorde selon l'ordre des demandes et, en cas de demandes simultanées, selon l'ordre du tableau de préséance tel qu'il est établi au Titre Ier, Chapitre 1er, du présent règlement.
Il est répondu aux questions orales :

- Soit séance tenante ;

- Soit lors de la prochaine réunion du Conseil communal, avant que le Président accorde la parole afin que, le cas échéant, de nouvelles questions orales d'actualité soient posées.

Par. 2 – Les questions discutées en séance sont notamment régies par les modalités suivantes:

- Le conseiller dispose d'un maximum de 10 minutes pour développer sa question ;
- Le Collège répond à la question en 10 minutes maximum ;
- Le conseiller dispose de 2 minutes pour répliquer à la réponse ;
- Les questions sont examinées en séance publique ou à huis clos, selon les règles ordinaires inscrites aux articles L1122-20 à L1122-22 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Les questions des conseillers communaux sont transcrites à leur demande dans le procès-verbal de la séance du Conseil communal, conformément à l'article 46 du présent règlement, et ce pour celles déposées par écrit ou par support électronique, en séance ; elles comporteront 30 lignes maximum.
Les réponses à ces questions sont données soit séance tenante et transcrites dans le PV, soit apportées lors de la prochaine séance du Conseil.

Section 2 - Le droit, pour les membres du Conseil communal, d'obtenir copie des actes et pièces relatifs à l'administration de la commune.

Article 78 - Aucun acte, aucune pièce concernant l'administration de la commune ne peut être soustrait à l'examen des membres du Conseil communal.
Dans le cas où des photocopies de dossiers prévus à l'analyse du Conseil communal, doivent être obtenues, il est vivement demandé aux conseillers de ne pas se rendre à l'Administration pendant les heures d'ouverture de bureau destinées au public, afin de ne pas perturber le service à la population pour lequel la photocopieuse doit pouvoir rester disponible.
Article 79 - Les membres du conseil communal ont le droit d'obtenir copie électronique ou, le cas échéant, physique des actes et pièces dont il est question à l'article 78.
En vue de cette obtention - tant pour les copies physiques qu'électroniques - , les membres du conseil communal formulent leur demande par mail à l'adresse suivante : directrice.generale@clavier.be
Les copies sont consultées physiquement au siège de la commune si la transmission par voie électronique est techniquement impossible.
Les copies demandées sont envoyées ou mises à disposition en cas d'impossibilité technique de transmission électronique, dans les 10 jours de la réception de la formule de demande par le directeur général avec copie au bourgmestre.
En cas de demande de transmission d'un nombre élevé de copies, ce délai peut être augmenté afin de ne pas nuire à la bonne continuité du service public, à charge pour le Directeur général d'informer le plus précisément possible le demandeur de l'allongement du délai de communication desdites pièces.
Les membres du conseil communal ont le droit d'obtenir ces copies gratuitement. Toutefois, à partir de la copie physique d'une 21ème feuille dans un même dossier, il y aura paiement d'une redevance fixée comme suit 0,10 EUR pour une copie N/B et 1,10 EUR pour une copie couleurs, ce taux n'excédant pas le prix de revient.
Article 79bis - Les membres du conseil sont entièrement responsables, tant civilement que le cas échéant pénalement, de l'usage qu'ils feraient des informations ainsi obtenues.

Section 3 - Le droit, pour les membres du Conseil communal, de visiter les établissements et services communaux.

Article 80 - Les membres du Conseil communal ont le droit de visiter les établissements et les services communaux, accompagnés d'un membre du Collège communal.
Ces visites ont lieu sur rendez-vous.
Afin de permettre au Collège communal de désigner un de ses membres et, à celui-ci, de se libérer, les membres du Conseil communal informent le collège, au moins 3 jours à l'avance, par écrit, des jours et heure auxquels ils demandent à visiter l'établissement ou le service.
Article 81 - Durant leur visite, les membres du Conseil communal sont tenus de se comporter d'une manière passive.

Section 4 - Le droit des membres du Conseil communal envers les entités para-locales

1. *Le droit des conseillers communaux envers les intercommunales, régies communales autonomes, associations de projet, asbl communales et SLSP et les obligations des conseillers y désignés comme représentants.*

Article 82 - Conformément à l'article L6431-1 paragraphe 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le conseiller désigné pour représenter la commune au sein d'un conseil d'administration (asbl communales, régies autonomes, intercommunales, associations de projet et

sociétés de logement) ou, à défaut, du principal organe de gestion, peut rédiger annuellement un rapport écrit sur les activités de la structure et l'exercice de son mandat ainsi que sur la manière dont il a pu développer et mettre à jour ses compétences.
Lorsque plusieurs conseillers sont désignés au sein d'un même organisme, ceux-ci peuvent rédiger un rapport commun.
Les rapports visés sont adressés au collège communal qui le soumet pour prise d'acte au conseil communal lors de sa plus prochaine séance. A cette occasion, ils sont présentés par leurs auteurs et débattus en séance publique du conseil ou d'une commission du conseil.
Le conseiller susvisé peut rédiger un rapport écrit au conseil communal à chaque fois qu'il le juge utile, et fait obligatoirement rapport à propos de toute décision ou tout acte de la structure qui ne permet pas d'assurer que l'intérêt général, provincial ou communal, la légalité et les objectifs de la structure soient respectés. Le conseiller ou un seul des conseillers lorsque plusieurs conseillers sont désignés au sein de la structure communique, dans les meilleurs délais, son rapport au conseil communal, assorti le cas échéant de ses commentaires. Dans ce cas, l'article 82bis, alinéa 2, du présent règlement est d'application.
Article 82bis- Les conseillers communaux peuvent consulter les budgets, comptes et délibérations des organes de gestion et de contrôle des asbl communales et provinciales, régies autonomes, intercommunales, associations de projet et sociétés de logement, au siège de l'organisme.
Tout conseiller qui a exercé ces droits peut adresser un rapport écrit au Conseil communal. Ce rapport écrit doit être daté, signé et remis au Bourgmestre qui en envoie copie à tous les membres du Conseil.
Article 82ter - Sauf lorsqu'il s'agit de question de personnes, de points de l'ordre du jour qui contreviendraient au respect de la vie privée, des points à caractère stratégique couvrant notamment le secret d'affaires, des positionnements économiques qui pourraient nuire à la compétitivité de l'organisme dans la réalisation de son objet social, les conseillers communaux peuvent consulter les procès-verbaux détaillés et ordres du jour, complétés par le rapport sur le vote des membres et de tous les documents auxquels les procès-verbaux et ordres du jour renvoient. Les documents peuvent être consultés soit par voie électronique, soit au siège respectivement des asbl communales, régies autonomes, intercommunales, associations de projet, sociétés de logement.
Tout conseiller qui a exercé ces droits peut faire un rapport écrit au conseil communal. Dans ce cas, l'article 82bis, alinéa 2, du présent règlement est d'application.

B. Le droit des conseillers communaux envers les asbl à prépondérance communale
Article 82quater - Les conseillers communaux peuvent visiter les bâtiments et services des asbl au sein desquelles la commune détient une position prépondérante, au sens de l'article 1234-2, paragraphe 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.
Les modalités de ce droit de visite sont fixées dans le cadre du contrat de gestion à conclure entre la commune et l'asbl concernée.
Section 5 - Les jetons de présence.
Article 83 - Par. 1er - Les membres du Conseil communal - à l'exception du Bourgmestre et des échevins, ainsi que du président du conseil de l'action sociale lorsqu'il participe aux réunions du conseil communal, conformément à l'article L1123-15, par. 3, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation - perçoivent un jeton de présence lorsqu'ils assistent physiquement ou à distance aux réunions du Conseil communal, et aux réunions des commissions en qualité de membres des commissions.
Par. 2. – Par dérogation au 1er, le Président d'assemblée visé à l'article 24 du présent règlement d'ordre intérieur et désigné conformément à l'article L1122-34, par 3 et par. 4, du
Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation perçoit un double jeton de présence par séance du Conseil communal qu'il préside. Il ne reçoit aucun autre avantage ou rétribution.
Article 83bis - Le montant du jeton de présence est fixé comme suit :

- 47,00 € brut pour les séances du conseil communal, à indexer selon l'indice des prix du moment.
- 37,18 € brut par séance de commission visées à l'article 50 du présent règlement, à indexer selon l'indice des prix du moment.

Le montant du jeton de présence est lié aux fluctuations de l'indice des prix, conformément aux règles prescrites par la loi du 1er mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public. Le coefficient de majoration applicable à partir du 01-03-2025 est de 2,1223.

Section 6 - Le remboursement des frais

Art. 83ter - En exécution de l'art. L6451-1 CDLD et de l'A.G.W. 31 mai 2018, les frais de formation, de séjour et de représentation réellement exposés par les mandataires locaux dans le cadre de l'exercice de leur mandat font l'objet d'un remboursement sur base de justificatifs.

Chapitre 4 - Le bulletin communal
Article 84 - Le bulletin communal paraît 4 fois par an.
Article 85 - Les modalités et conditions d'accès du bulletin aux groupes politiques démocratiques sont les suivantes :

- les groupes politiques démocratiques ont accès à chaque édition du bulletin communal ;
- les groupes politiques démocratiques disposent d'un égal espace d'expression et du même traitement graphique. Chaque groupe peut transmettre son texte sous format exploitable limité à 20 lignes.
- le Collège communal informe chaque groupe politique démocratique de la date de parution du bulletin communal concerné, ainsi que de la date limite pour la réception des articles. L'absence d'envoi d'article avant cette date limite équivaut à une renonciation de l'espace réservé pour le n° concerné ;
- l'insertion des articles est gratuite pour les groupes politiques concernés ;
- ces textes/articles :
  - ne peuvent en aucun cas interpeller ou invectiver nominativement qui que ce soit;
  - ne peuvent en aucun cas porter atteinte au personnel ni aux services communaux;
  - doivent respecter les réglementations en vigueur, notamment en matière de droit au respect des personnes, de droit au respect de la vie privée, en matière de droit d'auteur et de propriété intellectuelle, de protection des données personnelles;
  - porteront la seule référence du groupe concerné.

Les textes des groupes politiques démocratiques qui ne respectent pas les dispositions du présent article ne sont pas publiés, sur décision du Collège communal.
Article 86 - Les éventuelles délégations du Conseil au Collège seront réglées par des délibérations distinctes de ce règlement.
La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon pour approbation en vertu de l'article L-3122-2 du CDLD.

---

3. Dénomination nouvelle voirie à Clavier-Station - Examen - Décision - Vote.
Considérant la décision du Conseil du 23-12-2025 de marquer un accord de principe sur la création de la voirie communale située partiellement sur les parcelles cadastrées première division section I - 81B17, 81W18, 81B15 à Clavier Station et de charger le Collège communal de l'exécution de la procédure de création tel que le décret du 06 février 2014 la prévoit et de l'introduction de la demande du permis d'urbanisme ;
Considérant la nécessité de nommer cette voirie en rapport à la circulaire Ministérielle du 7 décembre 1972 ;
Considérant que le Conseil communal, sur proposition du Collège communal, est seul habilité à décider de la dénomination des voies publiques ;
Considérant la proposition retenue au Collège Communal du 31 décembre 2025, à savoir : Rue de l'Avenir ;
Sur base de la proposition du Collège communal ;
DÉCIDE par 10 oui et 4 non (A. LUYMOEYEN, A. PARIS, O.ORBAN, C. GIET) :
- De nommer comme suit la voirie concernée : Rue de l'Avenir ;
- De transmettre la présente décision à la Société Royale de Toponymie de Belgique - Section wallonne.

- *Mme A.LUYMOEYEN : Il y a eu d'autres propositions. Qui les a faites ?*
  - *M. Ph. DUBOIS : Le Service Population*
- *Mme A. LUYMOEYEN : Pourquoi ne pas consulter la population ? Comme à Pair ?*
  - *M. Ph. DUBOIS : On ne l'a pas fait. Quand on a fait Pair, on a pu le faire dans le cadre des fiches de la CLDR, avec une animation prise en charge par les agents de la FRW.*
- *Mme A. PARIS : Je n'ai pas compris tout de suite « Rue de l'Avenir », je me demande combien d'habitants vont faire la relation avec cette histoire de salle ? Ou alors il aurait fallu quelque chose de plus descriptif (ex : Rue de la scierie, …). Je trouve un peu prétentieux d'appeler cette petite rue la « Rue de l'avenir ».*

- *M. C. GIET : Juste une considération : cette rue a déjà fait débat, je n'y vois déjà pas d'utilité donc encore moins un nom.*

---

4. Logements d'urgence à Clavier-Village - Voie de Messe 7C et 7D - Convention d'occupation précaire et coordination Commune/CPAS - Mise à jour - Examen - Décision - Vote.

Vu l'article L 1222-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;
Vu la nécessité de mettre à jour la convention de mise à disposition précaire des logements d'urgence, Voie de Messe 7C et 7D à Clavier-Village;
Vu le souhait d'adapter le prix du loyer au prorata des jours d'arrivée et de départ ;
Vu qu'il a été jugé utile de modifier la coordination Commune/CPAS pour la gestion de ces logements ;
DÉCIDE à l'unanimité suivant tableau de préséance :
- De marquer son accord sur le projet de convention de mise à disposition précaire desdits logements d'urgence, comme ci-dessous ;
- De valider les étapes clés relatives à la coordination commune/CPAS ;
- De transmettre cette décision au CPAS ;
- De charger le Collège communal de la suite de la procédure.

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION précaire
D'un Logement d'urgence

- **situé VOIE DE MESSE, 7/C (gauche) à 4560 CLAVIER (*)**
- **situé VOIE DE MESSE, 7/D (droite) à 4560 CLAVIER (*)**

(*) Biffer la mention inutile

(Article 31 du Décret régional instaurant le code wallon du logement - A.G.W. du 11.02.1999 - M.B. du 13.03.1999)
Convention arrêtée en séance du Conseil communal du 13-11-2024 - Mise à jour le 29-01-2026
La présente convention est conclue pour une durée maximale de six mois, renouvelable une seule fois pour une durée maximum de 6 mois.
Les parties conviennent expressément que la présente convention ne peut en aucun cas constituer un titre de bail. Elles font de cette clause un élément substantiel sans lequel la présente n'aurait pas pu être conclue.
Entre les soussignés :
De première part
L'Administration Communale de Clavier, rue Forville, 1 à 4560 CLAVIER
Représentée par ....., Bourgmestre, et Madame Anne-Catherine LIEGEOIS, Directrice générale
Dénommée « le propriétaire »
Le Centre Public d'Action Sociale (CPAS), rue de la Gendarmerie, 3 à 4560 Clavier
Représenté par ....., Président(e), et Madame Christine DE SCHEEMAEKER, Directrice générale,
Dénommé « le gestionnaire "
ET
.....
.....
Dénommé " l'occupant "
Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11.02.1999 ;
Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11.02.1999 - M.B. du 13.03.1999 ;
Attendu que le « gestionnaire » reconnaît que .....
réunit (réunissent) les conditions prévues pour obtenir le bénéfice d'un logement d'urgence.
Article 1 - Objet
La présente convention a pour objet principal de mettre à disposition à titre précaire l'appartement d'urgence :
(*) situé Voie de Messe, 7/C à 4560 Clavier.
(*) situé Voie de Messe, 7/D à 4560 Clavier (*) biffer la mention inutile,
logement que l'occupant déclare bien connaître et trouver dans l'état tel que décrit par un état des lieux dressé contradictoirement avant ou dans les jours qui suivent l'entrée en jouissance et annexé à la présente convention (voir article 7).
Compte tenu de sa superficie habitable, soit 61,81 m², le logement pourra accueillir au maximum 4 personnes.

Ce logement est meublé et l'occupant ne peut amener aucun meuble, en ce compris, lave-linge et séchoir car le linge ne pourra être traité dans l'appartement.
La mise à disposition prend effet à la date du …….. pour une durée de 6 mois éventuellement renouvelable 6 mois.

Article 2 – Précarité ou force majeure

L'occupant déclare se trouver en état de précarité ou privé de logement pour des motifs de force majeure tels que visés par l'article 8 de l'arrêté précité du Gouvernement wallon du 11 février 1999.
À savoir : le domicile a été déclaré insalubre ou inhabitable, en raison d'un avis d'expulsion, en raison d'un conflit familial, en raison d'une catastrophe telle qu'un incendie, une explosion ou une inondation, personne reconnue réfugiée par les autorités compétentes et doit quitter un centre d'accueil de FEDASIL, personne sans-abri.

Article 3 – Conditions d'occupation

§1 Cette mise à disposition est accordée à titre de secours par le CPAS. Elle est consentie à titre précaire et révocable à tout moment en cas de faute ou manquement grave à la présente convention avec un délai de préavis d'un mois, transmis par mail ou par courrier simple.
L'occupant reconnaît expressément la précarité de son droit d'occuper le logement auquel aucune législation de baux à loyer ne sera applicable.
§2 L'occupant s'engage, en outre à :

- Fournir la preuve de ses revenus et à signaler immédiatement au CPAS toute modification de ceux-ci ;
- Accepter la visite du logement de manière ± régulière, ainsi que l'accompagnement social du CPAS et se conformer aux avis et conseils qui lui seront donnés ;
- Rechercher un logement adapté et libérer le logement mis à sa disposition sans délai pour quelque motif que ce soit ;
- S'acquitter régulièrement de l'indemnité et des charges découlant de l'occupation du logement.

§3 L'occupant dont les revenus et/ou la situation sociale se modifie(nt) et qui ne se trouve plus dans les conditions de force majeure ou dans les conditions d'urgence devra quitter le logement dans un délai de 2 mois.
§4 L'occupant pourra quitter les lieux avant la date de fin de mise à disposition, il reste tenu d'en aviser la Commune par écrit (par mail ou par courrier simple) et d'établir contradictoirement un état des lieux de sortie.
§5 L'occupant bénéficie du droit de jouissance du logement, le droit d'occupation est personnel et incessible.
§6 L'occupant est tenu d'occuper effectivement le logement. Sauf autorisation écrite accordée par la Commune en matière de cohabitation, le logement ne peut être occupé que par des personnes faisant partie du ménage de l'occupant.

Le ménage est, au moment de l'entrée en vigueur de la présente convention, composé comme suit :

Nom	Prénom	N° Registre national	lien de parenté

Article 4 - Prix

Par principe de bonne administration et en se calquant sur l'Arrêté de la Région wallonne du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par les sociétés de logement de service public, l'indemnité mensuelle réduite s'élève pour la durée de la convention d'occupation précaire à 20% des ressources du ménage, plafonnée à un montant de 520,00 € hors charges.
Selon les ressources du ménage, l'indemnité mensuelle due est fixée à ……..€/mois + ……..€ pour les charges (électricité, eau, chauffage, gestion des déchets), suivant tableau en annexe, **soit** un montant global de ……..€/mois.
L'occupant est tenu de payer régulièrement, par anticipation, l'indemnité d'occupation entre le 1er et le 5 du mois en cours :
Compte du propriétaire (administration communale de CLAVIER) BE 72 0910 0041 5816
En communication : Logement d'urgence + nom et prénom de l'occupant

En cas d'entrée en cours de mois, l'indemnité mensuelle et les charges seront payables entre le 1ier et le 5 du mois suivant au prorata du nombre de jours d'occupation durant le mois. Le même calcul au prorata sera effectué lors du mois de sortie si l'occupant quitte en cours de mois.

Article 5 - Caution

Une demande de garantie bancaire doit être introduite pour un montant de 500,00 €, soit :

- auprès du CPAS
- sur un compte de garantie locative auprès d'un organisme financier avec une preuve à apporter au propriétaire.

Article 6 - Assurances

Le bâtiment est couvert par la Commune par une police d'assurance couvrant l'incendie et les périls connexes. Ce contrat prévoit un abandon des recours au profit des occupants, cas de malveillance excepté. L'occupant pourra couvrir, à ses frais, par une police d'assurance, les biens dont il est propriétaire.

Article 7 - Etat des lieux

Un état des lieux a été dressé contradictoirement et en présence de l'occupant. En outre, un état des lieux sera dressé contradictoirement par les deux parties le dernier jour de l'occupation. Tous les dégâts qui n'apparaissent pas à l'état des lieux d'entrée seront mis à charge de l'occupant. Les occupants disposent d'un délai de 15 jours pour réagir s'ils ne sont pas d'accord avec les dégâts constatés dans l'état des lieux de sortie.

Lors du départ de l'occupant, le logement devra satisfaire aux exigences de propreté émises par le gestionnaire. S'il n'a pas été fait d'état des lieux, l'occupant est présumé l'avoir reçu dans le même état que celui où il se trouve à la fin de la convention, sauf la preuve contraire, qui peut être fournie par toutes voies de droit.

Article 8. Entretien

L'occupant reconnaît avoir reçu le bien en bon état d'entretien et s'engage, à la fin de la convention, à le restituer dans le même état au propriétaire.

Article 9 - La présente convention n'est pas cessible

Les droits et avantages conférés par ou en vertu de la présente convention sont incessibles.

Article 10 - Respect du voisinage

L'occupant devra veiller à ce que la tranquillité de l'immeuble ne soit à aucun moment troublée par leur fait, celui des personnes de leurs familles ou leurs visiteurs.

L'occupant devra éviter tout bruit excessif à l'intérieur du bâtiment de façon à ne pas troubler la quiétude des autres habitants de l'immeuble (radio, T.V., ...).

Article 11 - Commerce

Il ne peut être exercé aucun commerce dans l'immeuble.

Article 12 - Animaux

L'occupant ne pourra avoir des animaux qu'avec l'accord écrit du gestionnaire. Celui qui a reçu cet accord est tenu d'éviter tout bruit, toute cause de malpropreté à l'intérieur de son logement et à l'extérieur de celui-ci.

Les déjections des animaux **devront être ramassées** et évacuées.

Cette disposition pourrait être revue suivant le type et/ou le nombre d'animaux.

Article 13 - Droit de visite

Le gestionnaire se réserve le droit de visite qu'il peut exercer, en accord avec l'occupant, via son mandataire chargé de l'accompagnement social s'il échet.

Article 14 - Modification des lieux

Aucune modification ne pourra être apportée par l'occupant au logement sans l'accord écrit du gestionnaire. Il ne pourra en aucun cas réaliser des aménagements ou réparations sans autorisation. Le locataire s'engage à ne pas ajouter de meubles et/ou d'équipements supplémentaires dans l'appartement sans l'accord préalable écrit du gestionnaire.

En cas de besoin, il devra faire appel à un service de garde-meubles pour entreposer tout mobilier ou objet personnel supplémentaire.

Article 15 - Devoir d'information de l'occupant

Tout dégât au bâtiment ainsi que toute anomalie constatée par l'occupant devront être portés à la connaissance du gestionnaire dans les plus brefs délais.

Toute modification de la composition de ménage ainsi que des revenus et ressources devra être communiquée au gestionnaire par l'intermédiaire du travailleur social ou par mail à direction@cpasdeclavier.be

Article 16 - Lieux communs

Les lieux communs devront être maintenus libres en tout temps.

Les occupants devront à tour de rôle assurer le nettoyage et l'entretien courant des lieux communs.

Article 17 - Obligations

L'occupant s'engage à respecter les obligations inhérentes à la présente convention sans quoi, celle-ci est résiliable de plein droit et sans préavis.

Article 18 - Cohabitation

L'occupant déclare renoncer sans réserve à tout recours contre le propriétaire de l'immeuble, la Commune et son mandataire, du chef des articles 1386 et 1721 du Code civil.
L'occupant déclare être informé que des manifestations peuvent se dérouler dans la salle publique au rez-de-chaussée.

Article 19 – Domiciliation

En cas de domiciliation dans l'immeuble mis à disposition, le bénéficiaire s'engage, quand il quitte les lieux, à notifier à la Commune le lieu de son nouveau domicile et à effectuer toutes les démarches administratives relatives à son changement de domicile, dans les plus brefs délais.

Article 20 – Litige

En cas de litige survenant dans l'exécution de la présente convention, les Tribunaux de Huy sont seuls compétents. L'occupant adressera préalablement ses griefs à la Commune de Clavier ainsi qu'au CPAS de Clavier.

Article 21 - Recherche d'un autre logement

L'occupant doit, de par la nature transitoire de la présente convention, rechercher un autre logement, éventuellement dans une autre localité. Le refus de prendre en location un autre logement convenable justifie la résiliation de la convention d'occupation, sans indemnité ni préavis.
Fait à Clavier, le .....
En trois exemplaires dont un est remis à l'occupant, l'un au propriétaire et l'autre restant dans les mains du gestionnaire.

L'occupant,

« lu et approuvé »

Pour le propriétaire (Commune de Clavier) : **Pour le gestionnaire (CPAS) :** La Directrice générale, Le Bourgmestre,La Directrice générale, La Présidente,

- *Mme A. LUYMOEYEN : C'est une ancienne convention, ce serait bien de voir un peu plus loin. « Article 1 : Ce logement est meublé et l'occupant ne peut amener aucun meuble, en ce compris, lave-linge et séchoir car le linge ne pourra être traité dans l'appartement ». Pourquoi ?*
  - *Mme L. VAN HOLSAET : Il n'y a pas les raccordements nécessaires et la buanderie est dans le même bâtiment.*
- *Mme A. LUYMOEYEN : Ils sont déjà dans des situations difficiles, ce serait une modification à faire par rapport à l'évolution de la vie. C'est les obliger à aller payer pour ce service. A-t-on a mixé les cas possibles avec les gens qui n'ont pas besoin d'être accompagnés, article 3 §2 : « Accepter la visite du logement de manière ± régulière, ainsi que l'accompagnement social du CPAS et se conformer aux avis et conseils qui lui seront donnés » ?*
  - *Mme L. VAN HOLSAET : À partir du moment où ils se trouvent dans le logement, il y a des règles.*
  - *Mme F. REMACLE : C'est l'AS qui jugera la nécessité d'accompagner selon l'autonomie des personnes.*
  - *Mme A. LUYMOEYEN : On pourrait peut-être mettre « selon les situations » ?*
- *Mme A. LUYMOEYEN : Etat des lieux, article 7 « S'il n'a pas été fait d'état des lieux, l'occupant est présumé l'avoir reçu dans le même état que celui où il se trouve à la fin de la convention, sauf la preuve contraire, qui peut être fournie par toutes voies de droit ». Il faut qu'il y en ait un quand même ?*
- *Mme A. LUYMOEYEN : Article 11 « Il ne peut être exercé aucun commerce dans l'immeuble ». En cas de litige aller à Huy. Il y a des petites choses à modifier qui sont des suggestions qui pourraient être utiles.*
- *Mme A. LUYMOEYEN : Dans la fiche de coordination, il n'y a pas d'état des lieux. Il faudrait être plus précis.*
  - *Mme L. VAN HOLSAET : Si aux points 3 et 4.*

---

5. PCS - Modification de la convention de partenariat en article 20 avec l'asbl l'atelier(s) et l'asbl vibrer - Examen - Décision - Vote.

Vu le décret du 22 novembre 2018 relatif au Plan de Cohésion sociale pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré à la Communauté française, et plus particulièrement son

article 20 octroyant au pouvoir local des moyens supplémentaires pour soutenir des actions menées dans le cadre du plan par des associations partenaires ;
Vu la délibération du Collège communal du 10 décembre 2018 décidant d'introduire la candidature de la Commune pour la programmation du Plan de Cohésion Sociale 2020-2025 ;
Vu que le Plan de la Cohésion Sociale 2020-2025 a été reconduit pour une année ;
Vu la convention d'association dans le cadre d'un regroupement de pouvoirs locaux présentant des points de convergence au niveau de la cohésion sociale pour la réalisation du Plan de Cohésion Sociale (PCS) 2020-2025 établissant la Commune de Clavier en tant que pouvoir local porteur, conclue en date du 11 avril 2019 et approuvée au Conseil communal du 3 juin 2019 ;
Vu la réunion du bureau politique du PCS en date du 24 avril 2019 décidant de répartir la subvention wallonne art. 20 octroyée pour les Communes associées aux services de la Teignouse (22,65%), du Centre de Planning Familial Ourthe-Amblève (32,06%), et de la Maison-Source (45,29%) ;
Vu le projet rentré par l'asbl l'Atelier(s) et repris dans le tableau de bord de l'appel à projet PCS 2020-2025 concernant la mise en oeuvre d'actions pour rompre l'isolement de personnes précarisées et isolées du Condroz à travers des activités collectives visant à l'émancipation sociale et culturelle tant individuellement que collectivement et à la présence dans l'espace public des corps et des voix de chacune et chacun ;
Vu la délibération du Conseil communal du 3 juin 2019 décidant l'adoption du Plan de Cohésion sociale 2020-2025 par la Commune ;
Vu l'AGW du 17 janvier 2019 portant exécution du décret du 22 novembre 2019 relatif au Plan de Cohésion Sociale pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré à la Communauté française ;
Vu l'AGW du 13 février 2020 octroyant une subvention à 125 pouvoirs locaux ou associations de pouvoirs locaux pour soutenir des actions menées dans le cadre du plan de cohésion sociale par des associations pour l'année 2020 (dans le cadre de l'article 20 du décret du 22 novembre) et fixant les montants subventionnés (16.792,80 euros) ;
Vu la convention proposée par le PCS Condroz et l'asbl l'Atelier(s) en pièce jointe ;
Vu la convention proposée par le PCS Condroz et l'asbl Vibrer en pièce jointe ;
Vu l'approbation de la déléguée à la DICS, Madame CARÊME ;
DÉCIDE à l'unanimité suivant tableau de préséance :

- D'approuver la modification de la convention de partenariat entre le PCS Condroz (Commune de Clavier) et L'ASBL « l'Atelier(s) » et celle avec l'asbl Vibrer ;
- D'approuver que le subside soit de 9.000,00 euros pour l'ASBL "l'Atelier(s)" et de 7.792,80 euros pour l'ASBL Vibrer ;
- De renvoyer la convention de partenariat signée au service du PCS ;
- De renvoyer la présente délibération au service du PCS.

- *Mme A. LUYMOEYEN : J'ai fait le compte pour ces 2 asbl. L'Atelier précise 37 demi-journées alors que l'ASBL Vibrer dit 20 balades et une dizaine d'ateliers. Si le montant est précisément pour des demi-journées, on va peut-être un jour l'obliger à faire des journées complètes. Il faut peut-être lui demander de préciser la durée de ce que l'ASBL VIBRER propose.*
    - *Mme L. VAN HOLSAET : Je vais en discuter au bureau PCS.*

---

6. Enseignement communal - Convention de mise à disposition de locaux à l'Ecole Libre Saint-Remacle d'Ocquier - Examen - Décision - Vote.
Attendu que l'actuelle convention de mise à disposition de locaux à l'école libre Saint-Remacle d'Ocquier est venue à échéance le 31/12/2025 ;
Attendu la présentation d'une nouvelle convention par l'ASBL Comité scolaire Saint-Remacle avec prise d'effet au 1/01/2026 ;
Vu la proposition du Collège en séance du 07-01-2026 d'adopter ladite convention :
CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE LOCAUX
ENTRE : L'ASBL Comité Scolaire Sainte-Remacle représentée par Marie-Cécile RONDELET – Présidente et Isabelle MEIRLAEN - Trésorière, Grand-Rue (Rowe) 26 à 4560 OCQUIER, agissant en tant que Pouvoir Organisateur de l'Ecole Libre Saint-Remacle
Ci après dénommé "Le Comité Scolaire Saint-Remacle"
ET : L'Administration communale de CLAVIER, représentée par Damien WATHELET – Bourgmestre et Anne-Catherine LIEGEOIS – Directrice générale , agissant en sa qualité de Pouvoir Organisateur de l'Enseignement Communal, Rue Forville, 1 à 4560 CLAVIER

Ci après dénommé "L'utilisateur"
LES PARTIES CONVIENNENT DE :

Article 1 : OBJET DU CONTRAT

Le Comité Scolaire Sainte-Remacle met à disposition de l'utilisateur, qui accepte, une partie des locaux de l'Ecole Libre Saint-Remacle Grand-Rue (Rowe) 23 à 4560 Ocquier, soit précisément :

- deux classes situées au rez-de-chaussée
- une classe à l'étage
- un réfectoire et un petit local adjacent

Le personnel enseignant engagé par l'Administration communale de CLAVIER et affecté sur l'implantation d'OCQUIER ainsi que les élèves disposeront d'un libre accès aux infrastructures suivantes, celles-ci étant partagées entre les deux réseaux :

- cour de récréation
- préau
- installations sanitaires
- couloir d'accès aux classes
- réfectoire
- salle des professeurs et local PMS

L'utilisateur indique qu'il a visité attentivement le bien mis à disposition et qu'il n'en réclame pas plus ample description. Il est déclaré que les biens sont délivrés en bon état d'entretien et de salubrité.

Le Comité scolaire SAINT-REMACLE a remis à l'utilisateur le dernier rapport SRI (pompiers).

Article 2 : DESTINATION DES LIEUX

Les lieux sont mis à disposition à usage exclusif d'enseignement (niveau primaire).
Tout autre usage souhaité par l'utilisateur devra faire l'objet d'une demande écrite et sera soumis à l'autorisation expresse du Comité Scolaire Saint-Remacle.

Article 3 : DUREE

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, prenant cours le 1er janvier 2026. Elle se poursuivra ensuite par reconduction tacite par période d'un an.
Chaque partie a le droit de mettre fin à la présente convention moyennant le respect d'un préavis.
En cas de résiliation par le Comité Scolaire Saint-Remacle, celui-ci sera tenu au respect d'un préavis d'une durée de six mois.
En cas de résiliation par l'Administration communale de CLAVIER, celle-ci sera tenue au respect d'un préavis de trois mois.
Le préavis sera notifié par courrier recommandé à la Poste. Le délai de préavis prendra cours le premier jour du mois qui suit le mois durant lequel le congé est donné. Afin de ne pas perturber l'année scolaire des élèves, la fin du préavis ne pourra porter ses effets pendant les deux mois précédant une période d'examens.

Article 4 : CESSION –AMENAGEMENT

Il est interdit à l'utilisateur de mettre lui-même les locaux à disposition de tiers, en tout ou en partie, ou de céder ses droits à des tiers, sans l'autorisation expresse, écrite et préalable du Comité Scolaire Saint-Remacle.
L'utilisateur ne pourra apporter à l'immeuble aucune modification ni transformation sans avoir obtenu le consentement préalable et écrit du Comité Scolaire Saint-Remacle.
L'utilisateur pourra, dans le cadre de l'usage décrit à l'article 2 de la présente convention, aménager les trois classes mises à sa disposition, notamment en y plaçant son mobilier scolaire (tableaux, bancs, chaises, matériel didactique, etc….) et en évitant tout dommage aux peintures des murs en personne prudente et raisonnable.

Article 5 : USAGE

Pour tout droit inhérent à la jouissance des locaux mis à disposition, les parties se réfèrent aux droits et obligations usuels d'un occupant.
L'utilisateur s'engage à :

- jouir des lieux de façon responsable et à ne s'y livrer à aucune activité susceptible de nuire à l'affectation générale de l'immeuble, de déprécier ou de détériorer celui-ci ;
- respecter strictement les règles et consignes habituelles de sécurité.

Tout dégât au bâtiment ainsi que toute anomalie constatée par l'utilisateur doit être porté à la connaissance du Comité Scolaire Saint-Remacle dans les plus brefs délais.
L'utilisateur prendra à sa charge les réparations de type locatif et de menu entretien.
L'utilisateur s'engage à supporter les dommages occasionnés à lui-même ou aux tiers, ainsi que toutes les conséquences préjudiciables résultant de sa présence dans l'immeuble. Les dégâts, accidents et

dommages de toute nature, qui résulteraient de l'occupation des locaux par l'utilisateur, devront être réparés à la charge de l'utilisateur.
L'obligation de l'utilisateur de jouir des lieux loués de façon responsable s'applique également aux parties communes ou annexes de l'immeuble dans lequel les locaux mis à disposition se trouvent.

Article 6 : INDEMNITE D'OCCUPATION

L'indemnité d'occupation mensuelle est fixée à la somme de 1252 EUR (mille deux cent cinquante-deux euros), payable pour le 5 de chaque mois par ordre permanent, sur le compte n° BE84 7326 1617 3959, jusqu'à nouvelle instruction.
À la date d'anniversaire de l'entrée en vigueur de la convention, l'indemnité est indexée, à la demande de l'ASBL Comité Scolaire Saint-Remacle.
Le calcul de l'indexation de l'indemnité s'effectue selon la formule suivante :

$$loyer\ année\ x+1 = loyer\ année\ x \times \frac{indice\ décembre\ année\ x+1}{indice\ décembre\ année\ x}$$

L'indemnité de base est l'indemnité fixée par la présente convention.
Le nouvel indice est l'indice santé du mois qui précède celui de la date anniversaire de l'entrée en vigueur de la convention, soit celui du mois de décembre.
L'indice de départ est l'indice santé du mois qui précède celui de la nouvelle occupation des locaux, soit celui de décembre 2025.

Article 7 : CHARGES COMMUNES - CONSOMMATIONS PRIVEES – FINANCEMENT

Les charges communes de l'immeuble dans lequel les locaux mis à disposition se trouvent, dues par l'utilisateur à raison de sa quote-part, seront calculées au coût réel selon les relevés techniques.
Les frais de gaz de chauffage seront calculés sur base des relevés établis par la firme ISTA (société spécialisée en énergie (chauffage)).
Les frais consécutifs aux relevés effectués par la firme ISTA seront partagés, proportionnellement au nombre de radiateurs utilisés par les deux parties.
La consommation d'eau, d'électricité, la taxe des déchets, l'entretien de la VMC, l'abonnement à internet et celui du téléphone seront dus, par l'utilisateur, au proprata du nombre des élèves relevant de l'enseignement communal, sur production des factures de l'exercice écoulé.
La quote-part des charges communes dues par l'Administration communale de CLAVIER se calculera sur base des relevés communiqués une fois par an par le Comité Scolaire Saint-Remacle, relevés auxquels seront jointes les pièces justificatives.
Dans un but de prévision et d'anticipation, l'Administration communale de CLAVIER versera, en même temps que son indemnité d'occupation, une somme forfaitaire fixée à 200 EUR/mois (deux cents euros), destinée à couvrir ces frais.
À la réception des relevés visés ci-dessus, le Comité Scolaire Saint-Remacle ou l'Administration communale de CLAVIER versera immédiatement à l'autre partie la différence entre les sommes forfaitaires versées et les charges réelles. Le montant de la somme forfaitaire sera annuellement révisé en fonction du montant des dépenses réelles de l'exercice écoulé, et de l'évolution des prix de certains biens et services, ou de celle, prévisible, des consommations communes.

Article 8 : ETAT DES LIEUX

L'utilisateur reconnaît que les lieux mis à disposition sont en bon état d'entretien et il s'engage à les restituer dans le même bon état à la fin de la convention.
Les parties procéderont à un état des lieux d'entrée contradictoire au plus tard au moment de la signature de la convention de mise à disposition des locaux.
L'utilisateur doit immédiatement porter à la connaissance du Comité Scolaire Saint-Remacle les dommages qu'il constate et dont la réparation incombe mutatis mutandis à un bailleur en vertu des dispositions du Code Civil.

Article 9 : ASSURANCE

Pendant toute la durée de la convention, l'utilisateur s'engage à s'assurer auprès d'une compagnie agrée, contre l'incendie pour son mobilier, les risques d'ordre locatif et les personnes qui sont placées sous son autorité (personnel enseignant, élèves).

Article 10 : CLAUSES PARTICULIERES

Dissolution de l'ASBL

En cas de dissolution de l'Asbl COMITE SCOLAIRE SAINT-REMACLE, l'Administration communale de CLAVIER ne pourra réclamer aucun droit, sur les biens mis à disposition.
Il sera, en pareil cas, mis fin à la convention conformément aux dispositions de l'article 3.

Article 11 : LITIGE

Tout litige résultant de la présente convention sera exclusivement soumis au Juge de Paix du canton de HUY.
Fait à OCQUIER , le ...., en triple exemplaire, dont un exemplaire pour chacune des parties et le troisième destiné à l'enregistrement.

Pour le Comité Scolaire Saint-Remacle, Pour l'Administration communale,
Marie-Cécile Rondelet (Présidente du PO) Damien Wathelet (Bourgmestre)
Isabelle Meirlaen (Trésorier) Anne-Catherine Liègeois
(Directrice générale)

Après en avoir débattu ;
Considérant la demande à l'unanimité suivant tableau de préséance des Conseillers d'adopter cette convention pour une période maximale de 1 an, à savoir du 01/01/2026 au 31/12/2026 ;
Attendu la nécessité d'analyse par notre Service juridique et de corrections nécessaires liées à cette demande pour sécuriser chacune des parties ;
DÉCIDE :
- d'adopter cette convention pour une durée maximale de un an, à savoir du 01/01/2026 au 31/12/2026, sous réserve des corrections nécessaires liées à cette demande pour sécuriser chacune des parties.

M. C. GIET : Avec reconduction tacite d'année en année, ceci ne permet pas de revoir la convention.

---

7. Marché de Fournitures - Marché stock de fournitures courantes nécessaires pour le service travaux - Approbation des conditions Examen - Décision - Vote.
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000,00 €) et l'article 57 et l'article 43 ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;
Considérant que le marché concerne les fournitures courantes nécessaires au service Travaux de la Commune de Clavier, avec les fournitures principales listées dans l'inventaire et des commandes accessoires sur le catalogue limitées à 20 % du montant total des commandes réellement effectuées.
Considérant le cahier des charges N° 2026/02/BO/AL relatif au marché "Marché stock de fournitures courantes nécessaires pour le service Travaux " établi par le Service achat ;
Considérant que ce marché est divisé en :
* Marché de base (Marché stock de fournitures courantes nécessaires pour le service Travaux), estimé à 4.549,66 € hors TVA ou 5.505,09 € €, TVA de 21% comprise ;
* Reconduction 1 (Marché stock de fournitures courantes nécessaires pour le service Travaux), estimé 4.549,66 € hors TVA ou 5.505,09 € €, TVA de 21% comprise ;
* Reconduction 2 (Marché stock de fournitures courantes nécessaires pour le service Travaux), estimé à 4.549,66 € hors TVA ou 5.505,09 € €, TVA de 21% comprise ;
* Reconduction 3 (Marché stock de fournitures courantes nécessaires pour le service Travaux), estimé à 4.549,66€ hors TVA ou 5.505,09 € €, TVA de 21% comprise ;
Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 18.198,64 € hors TVA ou 22.020,36 €, TVA de 21% comprise ;
Considérant que le montant maximum de commande est fixé à 30.000,00 HTVA sur toute la durée du marché stock ;
Considérant que le marché sera conclu pour une durée de 12 mois, reconductible tacitement 3 fois, soit un total de 4 ans ;
Considérant qu'il est proposé de conclure le marché par facture acceptée (marchés publics de faible montant) ;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin ;
Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2026, article 421/12402 et au budget des exercices suivants ;
Considérant que l'avis de légalité de la directrice financière n'est pas obligatoire, qu'il n'y a pas eu de demande spontanée et qu'aucun avis n'a été donné d'initiative par la directrice financière ;
DÉCIDE à l'unanimité suivant tableau de préséance :

- D'approuver le cahier des charges N° 2026/02/BO/AL et le montant estimé du marché "Marché stock de fournitures courantes nécessaires pour le service Travaux ", établis par le Service achat.

Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics.

Le montant estimé s'élève à 18.198,64 € hors TVA ou 22.020,36 €, TVA de 21% comprise.
Le montant maximum de commande est fixé à 30.000,00 euros HTVA sur toute la durée du marché ;

- De conclure le marché par la facture acceptée (marchés publics de faible montant) ;
- De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2026, article 421/12402 et au budget des exercices suivants.

Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

---

8. Marché de Services - Contrat stock bureau d'études - Désignation d'un bureau d'études chargé de l'élaboration de dossiers techniques dans le cadre de travaux de réfections de voiries - Approbation des conditions et du mode de passation - Examen - Décision - Vote.

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000,00 €) et l'article 57 et l'article 43 ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;
Considérant le cahier des charges N° 2026/04/BE/JLA relatif au marché "Contrat stock bureau d'études - Désignation d'un bureau d'études chargé de l'élaboration de dossiers techniques dans le cadre de travaux de réfections de voiries" établi par le service Travaux ;
Considérant que ce marché est divisé en :

- Marché de base - Année 2026 - Contrat stock bureau d'études - Désignation d'un bureau d'études chargé de l'élaboration de dossiers techniques dans le cadre de travaux de réfections de voiries, estimé à 24.793,38 € hors TVA ou 30.000,00 €, TVA de 21% comprise ;
- Reconduction n° 1 - Année 2027 - Contrat stock bureau d'études - Désignation d'un bureau d'études chargé de l'élaboration de dossiers techniques dans le cadre de travaux de réfections de voiries, estimé à 24.793,38 € hors TVA ou 30.000,00 €, TVA de 21% comprise ;
- Reconduction n° 2 - Année 2028 - Contrat stock bureau d'études - Désignation d'un bureau d'études chargé de l'élaboration de dossiers techniques dans le cadre de travaux de réfections de voiries, estimé à 24.793,38 € hors TVA ou 30.000,00 €, TVA de 21% comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 74.380,14 € hors TVA ou 90.000,00 €, TVA de 21% comprise ;
Considérant que sur toute la durée du contrat stock, le montant maximum de commande est fixé à 140.000,00 € hors TVA ou 169.400,00 €, TVA de 21% comprise ;
Considérant que le marché sera conclu pour une durée de 12 mois, reconductible implicitement 2 années de suite ;
Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'Administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de services dont elle aura besoin ;
Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2026, article 000/733-51 (n° de projet 20260027) et au budget des exercices suivants et sera financé par fonds propres ;
Considérant qu'une demande N°2026/04/BE/JLA afin d'obtenir l'avis de légalité obligatoire a été soumise le 16 janvier 2026, et qu'un avis de légalité N°2026/04/BE/JLA favorable a été accordé par la directrice financière ;
Considérant que la directrice financière avait un délai de 10 jours ouvrables pour remettre son avis de légalité, soit au plus tard le 29 janvier 2026 ;
DÉCIDE à l'unanimité suivant tableau de préséance :

- D'approuver le cahier des charges N° 2026/04/BE/JLA et le montant estimé du marché "Contrat stock bureau d'études - Désignation d'un bureau d'études chargé de l'élaboration de dossiers techniques dans le cadre de travaux de réfections de voiries", établis par le service Travaux dont les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics, pour lequel le montant global estimé s'élève à 74.380,14 € hors TVA ou 90.000,00 €, TVA de 21% comprise ;
- De limiter, pour toute la durée du marché, le montant maximum de commande à 140.000,00 € hors TVA ou 169.400,00 €, TVA de 21% comprise ;
- De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable ;
- De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2026, article 000/733-51 (n° de projet 20260027) et au budget des exercices suivants.

Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

- *M. C. GIET : Qu'en est-il de l'intégration de la sécurité dans la nouvelle voirie ? Cet aspect a-t-il été oublié ?*
  - *M. A. HUPPE : Oublié, non.*
  - *M. C. GIET : Pourquoi ne pas l'inclure dans une réflexion globale et donc l'intégrer au cahier des charges ?*
  - *M. D. WATHELET : En fonction des endroits, une fois que l'auteur de projet sera choisi, c'est par projet que le Collège intégrera les éléments de sécurité. On commettrait une erreur de ne pas intégrer la sécurité à ce moment-là.*
  - *M. C. GIET : Dans les voiries rénovées, on a toujours eu des problèmes de sécurité.*
  - *M. A. HUPPE : Ce n'est pas une science exacte, la sécurité doit être envisagée en fonction de là où on se situe.*

---

9. Régime de pension complémentaire du personnel contractuel – Révision et prolongation du plan de financement - Examen - Décision - Vote.

Vu la loi du 27 octobre 2006 relative au contrôle des institutions de retraite professionnelle, et plus particulièrement son article 86 ;
Vu l'adhésion de l'Administration communale à Ethias Pension Fund OFP intervenue en 2022 en vue de l'organisation d'un régime de pension complémentaire (deuxième pilier) en faveur des membres du personnel contractuel ;
Vu le plan de financement établi dans le cadre de cette adhésion ;
Vu la lettre-avenant du 30-09-2024 relative au plan de financement ;
Vu le courrier d'Ethias Pension Fund daté du 17-12-2025 et reçu par l'Administration communale le 23-12-2025, portant sur la révision et la prolongation du plan de financement ;
Vu que, conformément à la législation en vigueur, le plan de financement doit faire l'objet d'une révision au minimum tous les trois ans ;
Vu que cette révision a été opérée par les organes compétents d'Ethias Pension Fund ;
Considérant que l'analyse réalisée conclut au maintien de l'adéquation et de la pertinence du plan de financement existant ;
Considérant que la seule modification apportée concerne la correction d'une erreur purement matérielle dans un tableau relatif aux pourcentages d'avances versées par l'ONSS, tel que repris dans la lettre-avenant du 30-09-2024 ;
Considérant que cette correction est sans impact sur le financement du régime de pension complémentaire ni sur les droits des affiliés, les montants effectivement reversés étant conformes ;
Considérant que cette révision et cette correction ont été actées par le Conseil d'administration d'Ethias Pension Fund lors de ses séances des 09-10-2025 et 17-12-2025 ;

Considérant que le plan de financement, tel que modifié et corrigé, est prolongé pour une nouvelle période de trois ans prenant cours le 01-01-2025, une nouvelle révision étant prévue dans le courant du second semestre 2027 ;
Considérant que, sauf opposition écrite de l'Administration communale pour le 15-02-2026 au plus tard, la lettre reçue vaut avenant accepté tacitement, sans nécessité de contre-signature ;
DÉCIDE à l'unanimité suivant tableau de préséance :
- De valider la révision du plan de financement du régime de pension complémentaire confié à Ethias Pension Fund ;
- De prendre acte de la correction purement matérielle apportée sans incidence financière ou statutaire ;
- De prendre acte de la prolongation du plan de financement pour la période du 01-01-2025 au 31-12-2027.

Questions des Conseillers au Collège en séance publique :

- *Mme O. ORBAN : À la Salle Loisir et Culture, il y a des archives au grenier ? Les professeurs ont contacté l'échevin pour savoir s'ils pouvaient mettre leur costume dans la pièce. Les archives pourraient-elles être déplacées ?*
  - *M. A. HUPPE : J'ai entendu parler de vêtements il y a 3 ans, la pièce a été rangée et puis je n'en ai plus entendu parler.*
  - *Mme O. ORBAN : Peuvent-elles reprendre contact ?*
  - *M. D. WATHELET : Il faut formaliser les choses et s'organiser parce que nous ne pouvons pas donner accès aux archives.*
- *Mme A. PARIS : Où se trouvent les archives de la commune ?*
  - *M. Ph. DUBOIS : Là-bas justement.*
- *Mme A. LUYMOEYEN : Un Monsieur dans le public a parlé de 200 veaux. C'est quoi cette histoire ? C'est autorisé ça ?*
  - *M. D. WATHELET : Il faut être agriculteur.*
  - *M. Ph. DUBOIS : Tous les établissements qui peuvent engendrer des nuisances sont classés, typiquement en agriculture, en volailles, ou en porcs, on parle en nombre d'animaux. En bovins, ce n'est pas au nombre de bovins. Les bovins sont classés selon leur âge et leur effluent. Si l'agriculteur est autorisé en classe qui correspond à 300 unités, cela donnerait un équivalent plus élevé en nombre s'il s'agit de veaux ? Chaque agriculteur doit être en ordre d'autoriser d'exploiter.*

La séance est levée à 22:00.